

BOURSE



Montréal ▲

Montreal 2603.09 6.64
VARIATION DU JOUR: 0.26% AN: 17.90%



Toronto ▲

Toronto 5287.47 11.44
VARIATION DU JOUR: 0.22% AN: 16.98%



New York ▲

New York 5888.46 20.72
VARIATION DU JOUR: 0.35% AN: 23.56%

S&P 500	687.02	4.02
VARIATION DU JOUR:	0.59%	
Nasdaq	1219.69	7.60
VARIATION DU JOUR:	0.63%	
Dollar CAN	73.15	cents US 0.18
VARIATION DU JOUR:	0.25%	AN: -1.56%
Dollar US	1.367	\$CAN -0.003
VARIATION DU JOUR:	-0.25%	AN: 1.59%
Or	380.80	\$US -1.50
VARIATION DU JOUR:	-0.39%	AN: -0.86%
Pétrole	21.87	\$US -0.29
VARIATION DU JOUR:	-1.31%	AN: 26.20%



Claude Picher
Les
mauvais
payeurs
Page F 3

DOSSIER

Légiférer ou laisser libre le marché de l'essence



Lisa Binsse

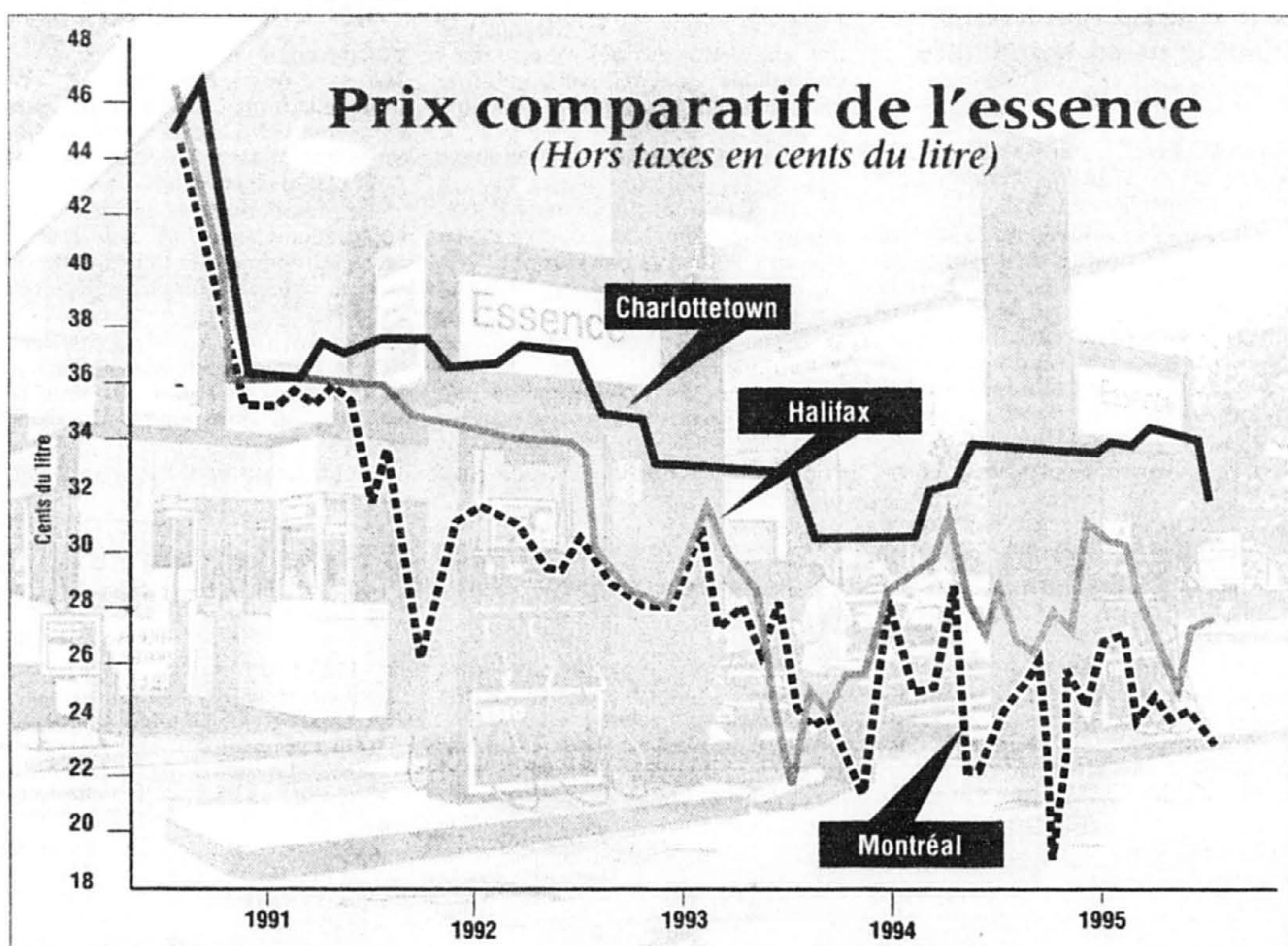
La situation du marché de l'essence au Québec, où sévit une guerre des prix féroce depuis juin, est sous la loupe du gouvernement qui annoncera au début d'octobre s'il prend des mesures réglementaires ou législatives pour assurer la survie des détaillants indépendants ou s'il préfère laisser aller le marché.

Il y a 300 distributeurs indépendants de produits pétroliers au Québec et plus 1500 détaillants d'essence sous bannière indépendante. Ils détiennent 21 % du marché de l'essence, le reste étant contrôlé par les grandes pétrolières, Petro-Canada, Esso, Shell et Ultramar. Il y a également la compagnie Irving dans la région de Québec.

Pour se protéger contre cet oligopole, les distributeurs indépendants veulent que Québec intervienne pour interdire la vente d'essence et de mazout sous le prix coûtant. Ils veulent aussi une marge bénéficiaire garantie qui tienne compte de leurs frais d'exploitation. Cette marge pourrait être de sept à huit cents.

Il s'agit d'un dossier éminemment politique qui soulève plusieurs questions. Est-ce vraiment la bonne solution pour maintenir la libre concurrence ou, comme Ultramar le suggère parmi les pétrolières, est-il préférable que le gouvernement ne s'en mêle pas ? N'est-ce pas à contre-courant de parler d'intervention ? Y a-t-il un danger de créer un précédent ?

Le comité spécial mis sur pied par le ministère des Ressources naturelles a reçu sept mémoires qu'il devra analyser à fond avant de remettre ses recommandations à la fin septembre. Chacune des cinq pétrolières en a soumis un. L'Association des distributeurs indépendants de produits pétroliers (API-DÉ) et l'Association des services automobiles (AS), ont présenté des mémoires séparés mais leurs recommandations sont les mêmes. Le ministre Guy Chevrette doit faire sa recommandation au Conseil des ministres au début d'octobre.



Source: Ministère des ressources naturelles du Québec

Infographie La Presse

L'Île-du-Prince-Édouard est la seule province avec une législation. On constate dans ce graphique que les prix de l'essence de 1991 à 1995 y étaient plus stables et plus élevés.

Seule Ultramar était prête à divulguer son mémoire, les autres ayant exigé que leurs mémoires demeurent confidentiels bien qu'elles semblent avoir opté aussi pour un marché libre de toute intervention.

Trois sujets sont traités dans les mémoires : une analyse de la situation actuelle, les législations ailleurs et leur impact ainsi que les attentes et les recommandations spécifiques.

M. Ken Croft, analyste pétrolier chez Lévesque Beaubien Geoffrion, reconnaît d'emblée que la guerre des prix au Québec fait particulièrement mal aux indépendants, dont la présence est nécessaire à la concurrence. Historiquement, a-t-il rappelé, une guerre des prix, qui survient lorsque l'offre est supérieure à la demande, est toujours suivie d'un redressement. Les tentatives de rehaussement des prix depuis juin ont fait long feu. Il est difficile, ajoute-t-il, de dire quel sera l'impact d'une législation ou d'une réglementation avant d'en connaître le contenu. Il s'interroge lui-même à savoir si une intervention gouvernementale est la bonne voie à suivre.

M. Antoine Ayoub, professeur d'économie à l'Université Laval, ne veut surtout pas présumer de la position qu'adoptera le gouvernement. Toutefois, en principe, il dit n'être pas très chaud à l'idée d'une intervention pour contrôler et fixer les prix. Cette idée peut paraître séduisante mais elle reste à la fois difficile d'application et coûteuse.

M. Ayoub privilégie une formule pour protéger les indépendants sans qu'il y ait d'intervention qui pourrait avoir des effets pervers. Les indépendants devraient plutôt se regrouper en centrale d'achat. « Tant et aussi longtemps qu'ils ne le font pas, leur situation demeurera fragile. » En se regroupant, ils auraient plus de poids et un rapport de forces qu'on ne pourrait ignorer. « Il n'y a rien de garanti, admet-il, mais il faut creuser l'idée d'un tel regroupement avant de passer à autre chose. »

Pratiques déloyales

Si, par ailleurs, il est prouvé qu'il y a eu pratiques commerciales déloyales de la part des pétrolières, il y a d'autres moyens pour y remédier. Il existe notamment la Loi fé-

dérale sur la concurrence. L'ASA dit que cette loi ne répond pas à ses besoins.

Il ne faut pas se leurrer, dit M. Ayoub. Il y a beaucoup de points de vente. Il faut trouver une solution. Ceux qui ne voudraient pas faire partie d'un regroupement en subiraient les conséquences. Cela donnerait lieu à une épuration naturelle du marché.

Les hostilités entre les indépendants et les pétrolières durent depuis cinq ans. Toutefois les indépendants jugent que l'offensive amorcée en juin, au lendemain du lancement de Valeur Plus par Ultramar, est « la plus féroce que l'on ait connue ». Elle a fait des victimes : une cinquantaine d'indépendants ont dû fermer définitivement leurs portes et une trentaine temporairement. En tout, 600 emplois sont perdus.

Les distributeurs indépendants sont convaincus que les « majeures » veulent les sortir du marché en maintenant les prix de l'essence artificiellement bas, souvent sous le prix coûtant, afin de les éliminer. Ils considèrent que Super Gaz, souvent l'instigateur des guerres des

prix, quoique indépendant, agit de la même façon que les majeures, à une plus petite échelle. Super Gaz fait partie d'une distributrice de produits pétroliers de l'Ouest canadien.

Super Gaz, qui se veut « très, très, très indépendant », n'a pas soumis de mémoire. Le porte-parole M. Louis Rizzetto ne croit pas qu'un prix prédéterminé serait nécessairement une bonne chose et il préfère suivre les règles du marché.

Trop de points de vente

Le Québec compte 5500 stations-service. Selon une récente enquête de la firme Kent Marketing Services, bien connue dans le milieu, il y a trop de stations-service au Québec et les plus inefficaces, les plus vulnérables à la concurrence, se retrouvent parmi les détaillants indépendants. À cause des coûts de décontamination du terrain, plusieurs propriétaires préfèrent continuer l'exploitation de leur station-service. Certains mémoires contiennent des recommandations pour tenter de venir à bout de cet épineux problème.

L'ADIP, qui a reçu l'appui de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, pense que le gouvernement devrait suivre l'exemple de plusieurs États américains qui ont légiféré pour préserver la concurrence et protéger les consommateurs. Au Canada, seule l'Île-du-Prince-Édouard a légiféré. L'ADIP cite dans son mémoire le *Divorcement Act* qui interdit aux pétrolières d'exploiter des points de vente au détail, une loi qui aurait peu d'avenir au Québec, et la *Below cost sales act*, qui empêche la vente d'essence à un prix plus bas que le prix du gros, semblable à ce que désire l'association comme intervention.

Selon les études citées par l'ADIP, ces interventions gouvernementales ont eu des effets positifs. D'autres études concluent généralement, toutefois, que là où il y a des législations, les consommateurs écopent.

Ultramar, qui se défend bien d'avoir eu des pratiques commerciales déloyales comme on le lui reproche, juge qu'il est préférable pour les consommateurs, pour l'économie du Québec et pour l'industrie de laisser libre cours aux forces du marché.

Les fluctuations de prix de l'essence sont l'expression d'un marché « compétitif, libre et dynamique ».

Socanav vend ses bateaux pour éviter la faillite

L'entreprise prévoit un concordat pour ses créanciers et demandera la protection de la loi sur les faillites

Presse Canadienne

Le transporteur maritime Socanav, dont le président est Michel Gaucher, a conclu la vente de ses pétroliers à Gorse Down Canada pour la somme de 11,2 millions.

Dans un communiqué émis hier soir, Socanav annonce également qu'elle déposera bientôt un avis prévoyant un concordat pour ses créanciers et qu'elle demandera la protection de la loi sur les faillites.

À une date encore à préciser, la société en difficulté compte infor-

mer l'ensemble de ses actionnaires des conséquences de la vente des navires ainsi que de l'avenir de Socanav.

En recourant à la loi sur la faillite et en vendant la flotte de l'entreprise, la direction de Socanav dit voir la meilleure solution encore possible.

Endettée, la compagnie de M. Gaucher — qui avait repris la chaîne Steinberg jusqu'à sa faillite et son démantèlement en 1992 — ajoute n'avoir pu renouer avec la rentabilité ni se repositionner sur le marché maritime canadien.

La vente des navires, qui devrait se conclure d'ici le 11 octobre, est

soumise à l'approbation des autorités réglementaires. Il y a deux semaines, Michel Gaucher indiquait que la vente des pétroliers était discutée avec Panama Carriers Corp, entre autres acheteurs potentiels; en juillet, Panama Carriers avait déjà acquis les deux plus gros navires de Socanav, le Ice Purha et le Ice Vinha. Ces temps-ci les transporteurs maritimes, dont Enerchem et des Méchins en Gaspésie, cherchent à décrocher des contrats mis en jeu par de grandes pétrolières. Socanav, jusqu'au 31 août, assurait celui de la Pétrolière Impériale; celui de Shell Oil doit arriver à échéance en mars 1997.



Endettée, la compagnie de M. Michel Gaucher n'a pu renouer avec la rentabilité ni se repositionner sur le marché maritime canadien.

Saturn Solutions choisit Montréal et double son personnel au Québec

D'autres provinces et le Vermont courtoisaient l'entreprise

LIA LÉVESQUE
de la Presse Canadienne

D'autres provinces et l'État du Vermont voulaient bien attirer chez eux la nouvelle usine de fabrication de CD-ROM de Saturn Solutions, mais c'est au Québec qu'elle sera établie.

Saturn Solutions, qui a des usines au Canada, aux États-Unis et en Irlande, annonçait hier qu'elle investit 20 millions à Saint-Laurent, dans l'ouest de Montréal, et doublera le nombre de ses employés au Québec.

Au cours d'une rencontre avec la presse hier à Montréal, aux côtés des ministres Bernard Landry et

Stéphane Dion, le vice-président exécutif de Saturn Solutions, M. Bruce Campbell, vantait les mérites de Montréal et du Québec.

D'autres provinces et le Vermont étaient « très intéressés » à attirer chez eux l'usine de Saturn Solutions, rapportait M. Campbell. « Une des provinces nous a offert une bâtisse de cinq millions »,

mais c'est à Montréal qu'il tenait à s'établir « pour plusieurs raisons ».

D'abord, dit-il, « il est très important d'être dans un milieu dont la main-d'œuvre de toutes sortes est disponible et ça, c'est Montréal. » Contrairement à ce qu'on entend souvent dire, la main-d'œuvre y est qualifiée, soutient M. Campbell. Il parle d'une « excellente source de main-d'œuvre » à salaire « raisonnable ».

Ensuite, les loyers sont très abordables. De plus, l'électricité y est « stable et peu coûteuse ».

Finalement, souligne le dirigeant d'entreprise, l'accord de libre-échange a favorisé son établissement au Québec. Une bonne pro-

portion de la production de la future usine est destinée à l'exportation, soit près de 75 %, indiquait M. Campbell.

« Nous sommes heureux à Montréal », expliquait M. Campbell aux journalistes.

Ses propos ont eu l'heur de plaire au ministre d'État de l'Économie et des Finances Bernard Landry, qui y voyait un appui d'une conviction inattendue. Avec humour, M. Landry a souhaité que « Saturn ait d'autres anneaux » qui s'étendent au Québec.

Le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion, de son côté, a vu dans ce projet un bon exemple « de

collaboration nécessaire pour améliorer l'économie » de Montréal, du Québec et du Canada. Le projet d'investissement est évalué à 20 millions et sera réalisé d'ici la fin de 1998. Les gouvernements de Québec et d'Ottawa y consacrent trois millions conjointement.

L'entreprise fabrique des CD-ROM et des logiciels et emploie 500 personnes, dont 120 au Québec. Le nombre d'employés au Québec doublera avec cet investissement. La nouvelle usine fabriquera d'abord des CD-ROM conventionnels, mais pourra éventuellement produire des disques vidéo numériques.

Ottawa dit non à Air Canada pour d'autres vols vers Hong Kong

MAURICE JANNARD

Le ministre fédéral des transports, David Anderson, refuse d'accorder à Air Canada de nouvelles liaisons à destination de Hong Kong, jugeant que le transporteur a obtenu exactement ce qu'il demandait dans le passé, soit quatre vols par semaine.

« Je ne suis pas dans une position pour changer l'entente conclue avec Hong Kong », a déclaré hier le ministre devant un auditoire de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Le transporteur montréalais exige des routes additionnelles étant donné le volume croissant du trafic nord-américain vers l'Asie.

Plus tard devant les journalistes, il a renchérit : « Comment retourner à Hong Kong et leur dire qu'Air

Canada s'est trompée et qu'elle veut plus de vols maintenant. Cela n'est pas sérieux. »

Quelques employés de la société aérienne ont profité du passage du responsable des transports dans la métropole pour se plaindre de la position du gouvernement fédéral. Le ministre s'est défendu de favoriser Canadien International au détriment du transporteur de l'est.

Concernant le dossier du transfert des vols internationaux de Mi-

riabel vers Dorval, M. Anderson a affirmé aux représentants des médias qu'Ottawa ne ferait pas d'étude sur l'impact environnemental de cette décision.

« Le transfert ne représente pas une augmentation très grande dans le nombre de vols, cela ajoutera peu de bruit par rapport aux vols actuels », a-t-il dit.

Le transfert des vols de Mirabel ajoutent 11 vols par jour à Dorval alors que le total des départs à l'aéroport montréalais dépasse en moyenne 540 vols par jour.

Sur la question de fonds, celui-ci a précisé qu'il appuyait tout à fait la décision de l'organisme Aéroports de Montréal (ADM) de concentrer les vols commerciaux de passagers à Dorval.

« Nous avons cédé l'administration des aéroports aux organismes

locaux justement pour que les pressions politiques soient évacuées de la prise de décision. Le choix d'ADM est une décision réaliste et basée sur le sens des affaires. »

Garde côtière

Un autre dossier brûlant qui a fait surface durant la période de questions est celui de la garde côtière alors qu'Ottawa a décidé de faire payer les usagers maritimes.

Le président de la société minière Québec-Cartier, M. Guy Dufresne, a fait valoir que la nouvelle politique fédérale contenait plusieurs iniquités.

Le ministre a reconnu d'ailleurs que le Canada était le seul pays au monde à exiger des droits pour les navires qui transportent du minerai.

Le dirigeant de la compagnie mi-

nière a fait valoir que les droits exigés à l'industrie de l'Est étaient trois fois plus élevés que ceux demandés aux entreprises de la côte du Pacifique.

Celui-ci a invité M. Anderson à revoir aussi les droits exigés pour Québec-Cartier, jugés disproportionnés par rapport à l'utilisation des services maritimes faite par son entreprise.

Devant l'auditoire, M. Anderson a mentionné qu'Ottawa voulait toujours se départir de l'aéroport de Saint-Hubert et que les installations seront cédées à ADM au terme des négociations en cours.

Il a parlé également de la nouvelle politique maritime visant à donner le contrôle des ports à des organismes locaux comme il se fera à Montréal et dans les localités le long du Saint-Laurent.

Usine d'Alma : Alcan franchit une nouvelle étape

Presse Canadienne
ALMA

Le projet de construction d'une nouvelle aluminerie à Alma, au Lac-Saint-Jean, a franchi une nouvelle étape.

Alcan a annoncé hier qu'elle avait déposé auprès du ministère

de l'Environnement et de la Faune un avis de projet pour une aluminerie, première étape devant conduire à l'émission d'un certificat d'autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Cette étape marque l'amorce de la consultation du milieu par la compagnie Alcan.

C'est la première fois qu'un pro-

jet industriel de cette envergure sera ainsi soumis au processus d'audiences publiques.

L'usine projetée emploierait au moins 600 personnes comparativement à 425 pour l'usine actuelle et nécessiterait un investissement d'un milliard.

Le projet dont les détails ont été présentés hier est différent de celui

de 1989 : on parlait alors d'une production de 200 000 tonnes environ, capacité maximale en fonction de la technologie d'électrolyse d'alors. La plus récente usine construite au monde, en Afrique du Sud, produit 500 000 tonnes.

Le choix technologique du projet de future usine d'Alma n'est pas encore finalisé. Le porte-parole

François Ameye a toutefois vanté le site.

« Nous avons un site sur des terrains qui nous appartiennent, un site parfaitement adéquat au plan de sa capacité portante, situé près de nos réseaux électriques et de chemins de fer. Alma, c'est une bonne position dans notre planification globale », a-t-il indiqué.

Légère reprise des ventes de détail

Presse Canadienne
OTTAWA

Les ventes au détail, depuis trop longtemps au point mort, semblent vouloir reprendre timidement de la vigueur.

Statistique Canada a en effet révélé hier que les ventes au détail ont grimpé de 0,2 % à 18 milliards, en juillet, comparativement au mois précédent. Il s'agissait d'une troisième hausse mensuelle consécutive et de la cinquième de l'année.

L'agence fédérale explique que les ventes au détail ont crû modestement mais de façon constante pour une bonne part de l'année, alors que cette croissance avait été faible en 1995 et vigoureuse en 1994.

La croissance dans ce domaine est un autre signe encourageant de reprise, compte tenu d'autres indicateurs positifs publiés récemment, notamment les exportations qui ont atteint un niveau record en juillet et la création de 82 000 emplois en août.

Le ralentissement au chapitre des dépenses à la consommation constitue un des principaux facteurs expliquant le mauvais état de l'économie canadienne depuis un an et demi.

Statistique Canada a précisé que ce sont les commerces d'alimentation et de vêtements ainsi que les pharmacies qui ont connu les hausses de ventes les plus importantes, en juillet.

On note par ailleurs que l'augmentation des ventes dans l'alimentation a coïncidé avec la fin d'une grève majeure dans les magasins d'alimentation de l'Ouest canadien, en juin.

Un déclin des ventes a par ailleurs été noté dans le secteur automobile, y compris les voitures neuves et usagées, l'essence, les pièces et le service. Il s'agissait de la première baisse dans ce secteur depuis octobre 1995.

Les ventes étaient à la hausse dans sept provinces, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse affichant les meilleures performances à ce chapitre. Elles furent par ailleurs à la baisse à Terre-Neuve et en Colombie-Britannique tandis qu'elles stagnaient au Québec.

Ventes au détail (désaisonnalisée)



Source: Statistique Canada - PC



PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A LIQUIDER cartes cadeaux, présentoirs, casses 935-2986

A VENDRE à Laval maison privée incl. bureaux, piscine et chaufferie (3211) Hydrotherapie, institut pour centre multidisciplinaire infirmière C. Lanther, Vimont, 514-663-2955

A VOTRE COMPTE, route de distribution établie, revenu positif, 50 000 \$ et + / an Capital minimum requis (514) 848-9759

AIDE SUBVENTIONS pour entreprises : création d'emploi, recherche et développement, formation de personnel, jeunes entrepreneurs, technologie avancée, etc. 466-5533

ASSOCIE chef-cuisinier pour concession de restaurant de centre de villégiature dans Cantons de l'Est. Clientèle déjà établie et bon potentiel de développement. Pour info, 819-394-2688

ASSUREZ votre avenir par réseaux interactifs 325-2359

AUCUN investissement, formations tout bureau, inventaire actif, revenu 85 000 \$ / an. 663-1171

B & B maison de luxe par Lac-Saint-Jean, 4400 pi car, stat. près hôpital Notre-Dame. Bonne opportunité. 527-0309

BESOIN 250 000 \$, projet culinaire fort rentable. 331-4014, 751-5649

CHEFCHOUX ASSOCIES ??? Avec vous une affaire unique et gagnante? Mais pas assez d'expérience ou de capital pour la réaliser? Discutons personnel. M. Gendry, 337-4269

CLINIQUE GPF, bien situé, bon prix, près hôpital R. Piché, agent imm. aff. La Capitale, 990-1211

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

COMMERCIALISATION par réseaux Produits divers Nouveau concept 733-0130

COMPAGNIE de marketing, vente par catalogue et télé info commerciale, recherche associée, produit exclusif, potentiel énorme. Marko, 393-0217

DISTRIBUTEUR recherche produits exclusifs pour commerces de détail tels : pharmacies, magasins sports etc. Appels sérieux 418-545-1410 Marko, 393-0217

EN 96, OUBLIEZ LE S & S ! Travaillez à votre compte. Ferme internationale. Formation complète (514) 233-4718

ENTREPRISE de distribution de produits chimiques spécialisés (lavage, vaisselle, buanderie, commerciale) avec équipement, établie depuis 3 ans, avec réseau important de clients actifs. Possibilité de rev. excellent, condition exceptionnelle Cause maladie 447-8522

GAGNEZ 100 000 \$ et plus, moins de 45 h/semaine, universitaires seulement, rendez-vous confidentiel. Mme Montpetit 363-2727 ReMax Courrier

GRUPPE dynamique cherche individu ouvert à partager des revenus supérieurs. Entraînez-vous. 488-3008 Mme Montpetit 363-2727 ReMax Courrier

INVENTION recherche Info papier le sans frais, 1 514-554-7101 CHIT

LA CLE du succès financier pour 106 \$, en faisant votre épicerie. Inf. 737-2626 ou 722-6746

LAURENTIDES, resto-bar, bon site, bon bail, bon prix pour vente rapide 69 000 \$ C. Thermen, imm. Léger cfr (514)-227-2611, 990-0270

ROUTE de machines à bonbons 514-348-9196

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

LEADERS... rien d'autre concept de mise en marché à venir (514) 350-3603 message 24h Le Groupe Franc Succès

MACHINES DISTRIBUTRICES UNIQUE AU MONDE 125 % de profit garanti Soyez exclusif dans votre région Nous ouvrons votre territoire pour vous. Votre argent est garanti à 100%. Vous pouvez même avoir vos propres distributeurs. Investissement 16 850 \$ Inf. 633-2208

MICROPLAY Joignez-vous au réseau No 1 de franchises de magasins spécialisés en jeux vidéo. Plus de 150 magasins. En pleine expansion au Québec. Franchises existantes aussi disponibles. Patrick Girard 514-696-9090 ou 1-800-615-7529

PLATEAU 4500 pi car, bureaux, entresol, 14 stat. 5 garages, 5 logements Rev. 70 000 \$ 525-1522

PREPAREZ-VOUS A PARTIR EN FLECHE Nouveau au Québec multinational inscrit 5 années de suite dans Inc. 500 et coté 4 A-1 de Dunn & Bradstreet. Vous possédez des qualités d'entrepreneur, vous avez un désir sincère de réussir tout ce que vous entreprenez? Cette opportunité d'affaire pourrait être celle que vous recherchez depuis longtemps. Contactez Daniel 514-978-9010

PUISSANT LEVER ECONOMIQUE (514) 735-5853

REPUBLIQUE DOMINICAINE Investisseur demandé, pour petit hôtel à terminer. V. Bello 363-2727 ReMax cfr imm.

ROUTE de machines à bonbons 514-348-9196

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

RESIDENCE personnes âgées 1701 très bon condition privé, 275 000 \$ IMPRIMERIE, 40 000 \$ sous-éval. 50 min. de Montréal 891-000 \$ COLETTE PARRAD (514) 877-5508 (819) 425-8235, La Capitale Cfr

SOCIETE import export, Canada Europe de l'Est, recherche partenaire financier, contrats gouvernementaux. Forte rentabilité. Demande Allan 393-0217

SI VOUS AIMEZ LA FLORIDE J'ai conçu 2 magnifiques projets de vous m'associer avec des gens actifs. Peu d'investissement, faut voir! Beaucoup d'argent à faire! Aussi besoin de distributeurs pour les États-Unis et l'Europe (3 yeux nouveaux de société sur place) Inf. Richard Carlier 653-0641

SOYEZ VOTRE PROPRE PATRON Solide compagnie canadienne d'importation de produits de santé, médecine douce, som de la peau. Recherche personnel, méthode, ambition. Travail à la maison, entraînement, investissement 25 \$. Parolez-moi temps, revenus potentiels exceptionnels 514-227-3510

STE-ADELE, bâtisse comm. à vendre, local, lac Rond et Chantier, bon potentiel, équipe actuelle pour restaurant, terrasse. Faut voir 275-000 \$ 514-229-2165

SUCCES VIA INTERNET ? Ayez votre propre ordinateur et surfez sur internet pour 3995\$ mois, 735-0263

SUPERBE propriété privée, Nouveau-Bordeaux, bureau professionnelle, 512 rev. 600 \$ mois, 592-0063

TABAGIES, sites dans lieux conviviaux, centre d'achats, 737-3983

VENDEUR/REUSE-DISTRIBUTEUR d'entreprise en pleine expansion Produits exclusifs dans domaine alimentaire

Comptes dans chaînes d'épicerie 60 000 \$ et plus Revenu 60 000 \$ et plus plus de 45 h/semaine, universitaires seulement, rendez-vous confidentiel. Mme Montpetit 363-2727 ReMax Courrier

RECHERCHONS UNE(É) PARTENAIRE active(s) ou inactive(s) disposant de 10 000 \$ pour financer un projet de manufacture de plats à cuisiner français, à Terrebonne. INFOS: 9-61-2562 25 000 \$ ou plus, 650 terrains, class. lac, profit 20 000 \$ + 384-2811

714 FRANCHISES

INSTANT COMPTANT inc. Franchises en pleine expansion disponible au Québec et au Canada. Créneau unique dans l'achat et la vente de marchandises de valeurs d'occasions. Plus de 20 magasins No 1 au Québec. Formulaire "clé en main" Support complet. Rentabilité supérieure. Contactez Dr. Développement (514) 363-3525

714 FRANCHISES

Occasion unique de vous associer à Wal-Mart si vous êtes

- Optométriste - Opticien(ne) et desirés obtenir une franchise ou travailler dans une région de Laval, Lasalle, Repentigny, St-Leonard, Joliette, Trois-Rivières, Québec, Sherbrooke ou Chicoutimi. Appeler M. Ralph au 514-383-5817, fax 514-383-5587

LE SEUL FRANCHISEUR en télécommunication au Canada, recherche des entrepreneurs dynamiques pour Mtl et banlieues et régions du Québec. Potentiel de revenu très intéressant. Investissement requis: 75000 \$ 514-952-8576

714 FRANCHISES

CROC-EN-OEUF, restaurant d'entrée projet clé en main, formation complète, rentabilité supérieure. Le Groupe Croc-en-oeuf inc. Contactez M. Dumas 591-1836

LES BOUTIQUES NECTAR produits de beauté naturels, avec plus de 400 magasins répartis dans 20 pays, recherche des franchisees pour des sites exceptionnels dans la région de Mtl. Mise de fonds minimum 35 000 \$ Jim Murdoch 669-8999

715 SERVICES FINANCIERS

FINANCEMENT commercial et immobilier Progestion 849-8188

FINANCEMENT COMMERCIAL Les Consultants 674-2415

30 ans d'expérience et 360 cabinets en Amérique du Nord

• Un programme de marketing efficace

• Un service de soutien continu

• 4 semaines de formation initiale

• Un système comptable performant

• Un progiciel informatique sur mesure

Investissez dans une franchise Padgett (514) 733-5400 et 1-888-PADGETT

SITES INTERNET 780

Tous les samedis

Faites connaître l'adresse de votre site Internet dans les propositions d'affaires de la section "Économie" (rubrique 780)

La Presse 285-7111

715 SERVICES FINANCIERS

FINANCEMENT commercial et immobilier Progestion 849-8188

FINANCEMENT COMMERCIAL Les Consultants 674-2415

718 ARGENT A PRÊTER OU DEMANDÉ

AI ARGENT A PRÊTER FINANCEMENT CORPORATIF: EX-PANSION, INVENTION OU AUTRE GROUPE MAXIMUM 514-868-0433 819-751-3000

BESOIN D'ARGENT? Prêt sur votre véhicule. Rapide. Cash Mobile 966-3444 891-3131

CHEQUE prêt de 25 000 \$, 30% intérêt par an 931-4014, 781-5649

735 L'IMMOBILIER

RECHERCHE: entreprises, ind., artisanales, commerciales, etc. Dans les Laurentides, Lanaudière et Outaouais, pour mise en marche descripteurs des immigrants investisseurs européens. ALAIN BARBO 1-800-655-4550 Les ImmoReps, gestionnaire courtier

SOCIÉTÉ de gestion immobilière recherche propriétés résidentielles, commerciales et industrielles à administrer. 735-2252 S.M.B. inc.

6 CONDOMES 2' bungalow, River Sud rev. 68 000 \$, prix 875 000 \$, Proprié par HYP. PENDANT 1 AN. 632-1016

715 SERVICES FINANCIERS

PARADIS FISCAL, sociétés offshore, fiduciaires, affaires bancaires, planification fiscale, protection d'actifs, immigration. Communiqués avec Christian Papachristou McLean McNally, avocats (859) 946-4277, fax (859) 946-4484

717 SERVICES SPÉCIALISÉS

FINANCEMENT INTERNATIONAL Import-export 728-1942

GLOBAL FINANCE INC.

• Création de corporation

• Recherche de financement

• Assurance vie

• Comptabilité

Pour ces services, vous avez un problème? Nous avons la solution au (514) 843-3332

INCORPORATION, collection bail, droits, construction, contrat. Gladys Brossard Avocats 875-4551

718 ARGENT A PRÊTER OU DEMANDÉ

AI ARGENT A PRÊTER FINANCEMENT CORPORATIF: EX-PANSION, INVENTION OU AUTRE GROUPE MAXIMUM 514-868-0433 819-751-3000

BESOIN D'ARGENT? Prêt sur votre véhicule. Rapide. Cash Mobile 966-3444 891-3131

CHEQUE prêt de 25 000 \$, 30% intérêt par an 931-4014, 781-5649

735 L'IMMOBILIER

RECHERCHE: entreprises, ind., artisanales, commerciales, etc. Dans les Laurentides, Lanaudière et Outaouais, pour mise en marche descripteurs des immigrants investisseurs européens. ALAIN BARBO 1-800-655-4550 Les ImmoReps, gestionnaire courtier

SOCIÉTÉ de gestion immobilière recherche propriétés résidentielles, commerciales et industrielles à administrer. 735-2252 S.M.B. inc.

6 CONDOMES 2' bungalow, River Sud rev. 68 000 \$, prix 875 000 \$, Proprié par HYP. PENDANT 1 AN. 632-1016

AVIS

Les mauvais payeurs

Pour l'instant, ce n'est qu'une prudente hypothèse de travail, mais Québec envisage néanmoins de remettre en question le principe de l'insaisissabilité des prestations d'aide sociale.

Cette mesure vise principalement à corriger une situation fondamentalement malsaine. Nombreux sont les propriétaires de logements qui ont vu leurs locataires assistés sociaux déguerpier sans payer leur loyer. Dans la presque totalité des cas, le propriétaire doit assumer lui-même la perte, n'ayant pratiquement aucun recours contre un locataire insolvable et dont les prestations sont insaisissables.

Les principales victimes ne sont pas les propriétaires de grosses conciergeries, mais les petits propriétaires de duplex, triplex et quadruplex pour qui la perte financière est importante. Quand un locataire se sauve en laissant derrière lui trois mois de loyer impayé, le propriétaire ne perd pas seulement les loyers qui lui sont dus, mais il doit aussi continuer d'acquitter taxes, assurances, entretien et autres frais. Non, ce n'est pas un ca-deau !

La véritable ampleur du phénomène est difficile à établir. Les propriétaires parlent de pertes annuelles de 80 millions. Le ministère de la Sécurité du revenu a fait état d'un taux de fraude de 5 %, mais il faut prendre cette donnée avec de longues pincettes. Ce chiffre provient d'un sondage mené par le lobby de l'aide sociale, et qui demandait carrément aux répondants s'ils étaient ou non bon payeurs. On n'est tout de même pas pour s'attendre à ce que les fautifs admettent si facilement qu'ils volent leur propriétaire. D'autres sondages, menés auprès des propriétaires, parlent plutôt d'un taux de fraude

de 40 %, mais ce chiffre aussi est sujet à caution. On peut penser que les propriétaires ont tendance à présenter la situation plus noire qu'elle n'est. Faute de mieux, coupons la poire en deux, et supposons prudemment que le taux de fraude se situe quelque part entre 20 à 25 %.

Il y a longtemps que les petits propriétaires demandent que le paiement du loyer soit perçu à la source, c'est-à-dire à même le chèque d'aide sociale. Sans aller aussi loin, un comité d'étude mis sur pied par le ministère propose que, dans le cas d'un mauvais payeur, le chèque d'aide sociale soit aussi libellé au nom du propriétaire.

Tout ce qui grouille autour du lobby de l'aide sociale est monté aux barricades, accusant encore une fois le gouvernement de s'en prendre aux « plus démunis ».

■ ■ ■

Une fraude est une fraude.

Le gouvernement consacre d'énormes ressources pour débusquer les fraudeurs fiscaux, et il a bien raison. Un contribuable qui fraude le fisc fait finalement payer la note par l'ensemble des contribuables honnêtes. Ce n'est que justice que le gouvernement s'assure que tous paient ce qu'ils doivent à l'État.

De la même façon, les assistés sociaux qui fraudent le système ou qui se réfugient derrière l'insaisissabilité de leurs prestations



Claude
PICHER

pour voler leur propriétaire, nuisent à l'ensemble des prestataires, y compris et surtout les plus vulnérables.

Les assistés sociaux qui vivent ensemble mais déclarent deux adresses, travaillent au noir tout en touchant leur prestation, dissimulent leurs épargnes ou d'autres éléments d'actif, se trouvent à pénaliser ceux qui ont vraiment besoin d'aide.

Lorsque le gouvernement fait des compressions parce qu'il n'a plus les moyens de payer une facture d'aide sociale de cinq milliards, c'est tout le monde, les vrais comme les faux démunis, qui absorbe le choc. Mais il va de soi que cela fait beaucoup plus mal à ceux qui n'ont aucune autre source de revenus cachée.

Le même principe s'applique aux assistés sociaux qui sacrent leur camp sans payer leur loyer. Ils comptent parmi les premiers responsables des préjugés largement répandus sur les prestataires d'aide sociale. Après deux ou trois mauvaises expériences, on peut facilement comprendre le petit propriétaire de duplex de faire tout ce qu'il peut pour éviter de louer à un assisté social. Dans ces conditions, ce sont tous les prestataires, y compris ceux ayant un dossier irréprochable, qui ont de la difficulté à se trouver un logement décent.

■ ■ ■

L'approche du comité d'étude n'a rien de vexant à l'égard des prestataires d'aide socia-

le. Elle est essentiellement conçue pour redresser une injustice qui frappe aussi bien les propriétaires que les assistés sociaux bons payeurs. Elle s'applique uniquement dans le cas des prestataires qui ont négligé de respecter leurs engagements, et seulement lorsque cela aura été prouvé. Les assistés sociaux qui n'ont rien à se reprocher ne seront pas inquiétés. Malgré cela, le lobby de l'aide sociale crie au meurtre, comme d'ailleurs à chaque fois que le gouvernement essaie d'établir de meilleurs contrôles.

Ce faisant, il contribue non seulement à encourager la fraude au détriment des prestataires les plus démunis, mais aussi à renforcer la perception négative des Québécois à l'égard de l'aide sociale.

Si le taux de fraude est aussi bas qu'on le prétend, pourquoi donc un tel ramdam ? L'acharnement du lobby de l'aide sociale à rejeter la moindre mesure de contrôle n'est-il pas suspect ? Se pourrait-il, par hasard, que derrière les cris indignés de ces nobles défenseurs des « droits sociaux », se camouflent beaucoup plus de fraudeurs qu'on ne veut l'admettre ?

De la même façon que le gouvernement s'attaque impitoyablement, et avec raison, à la fraude fiscale, il devra aussi, un jour ou l'autre, se pencher sérieusement sur la passoire de l'aide sociale. À ce que je sache, ce n'est pas s'attaquer aux « plus démunis » que de pincer ceux qui abusent du système, comme cet assisté social de l'Outaouais qui cachait un million de dollars en Gaspésie ! Au contraire, ce sont précisément ces fraudeurs qui pénalisent les plus démunis.

Le fait d'être prestataire de l'aide sociale ne donne pas le droit de voler, c'est aussi simple que cela.

Ronald Corey surveille de près son alimentation.



Ronald Corey, président du club de hockey Canadien

Le président du Canadien s'est intéressé de très près à l'alimentation du nouveau temple du hockey qu'est le Centre Molson. D'autant plus près que de subvenir aux besoins énergétiques d'un édifice de 90 000 m² n'est pas une mince affaire.

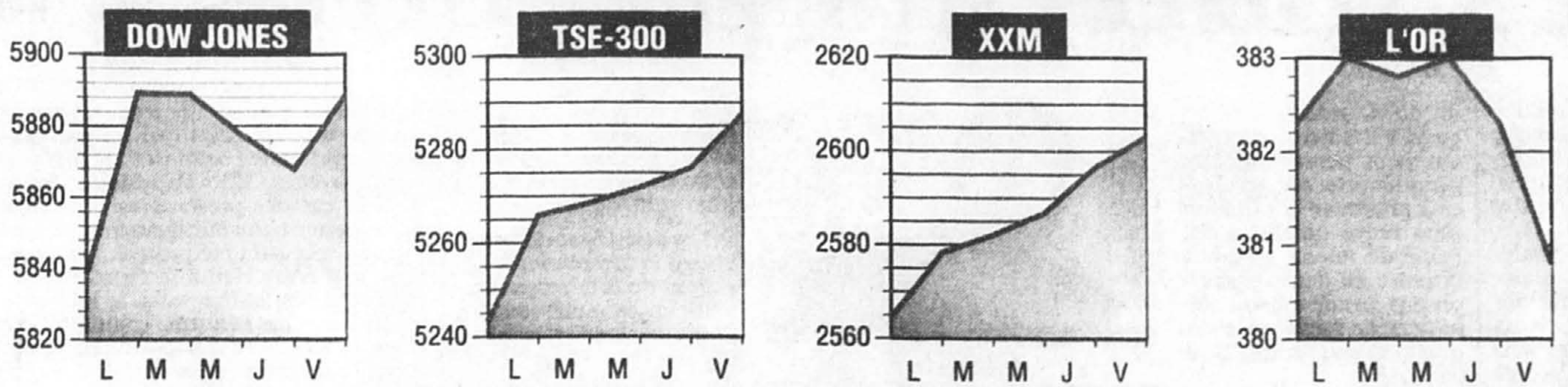
Le Centre Molson, électrique à plus de 80 %, fait ainsi appel à un ensemble de technologies performantes permettant d'optimiser les systèmes énergétiques. Climatisation variable selon l'assistance, récupérateurs de chaleur, informatisation des contrôles d'éclairage, réglage de l'air frais, utilisation de génératrices d'urgence, tout a été minutieusement considéré dans les études de rentabilité.

Cette nouvelle approche de la consommation d'énergie, développée de concert avec une équipe de spécialistes, constitue un exemple éloquent de gestion intégrée de l'énergie. La conception exceptionnelle de l'éclairage supprimant les effets d'éblouissement confirme avec brio la vocation de salle de spectacles du Centre Molson. Outre le rapport efficacité/consommation inédit dont il bénéficie, le domicile du Canadien est en mesure d'offrir à ses visiteurs des niveaux de confort et de sécurité remarquables.

De toute évidence, Ronald Corey et son équipe ont tout en main pour bien gérer leur énergie et électriser les foules.

Parce que, chaque jour, l'électricité fait marcher les affaires.

REVUE HEBDOMADAIRE DES MARCHÉS



Infographie La Presse

Wall Street a terminé la semaine sur une note « hautement » positive. Le Dow Jones se rapproche des 6000 points. Du côté des marchés canadiens, l'optimisme continue de régner, surtout du côté des titres bancaires. Ces derniers ont progressé passablement depuis trois semaines.

Un bon placement ? Payer vos dettes !



Michel Girard

avec pareil rendement... C'est le prix qu'il faut payer quand on ne jure que par les institutions bancaires pour rentabiliser ses économies !

Les obligations ?

On vous a peut-être offert des obligations municipales, des obligations gouvernementales émises par Québec, l'Ontario ou le gouvernement fédéral... ou des coupons détachés desdites obligations... Des placements que l'on peut se procurer chez les firmes de courtage.

Et on vous a peut-être dit qu'il s'agissait d'un placement bien plus rentable que les certificats de placement garantis offerts par les institutions bancaires.

Plus rentable ? Oui ! mais quand même pas beaucoup de ce temps-ci.

Prenons les obligations municipales. On pouvait obtenir en début semaine un rendement de 4,50 % pour un an ; 5,25 % pour deux ans ; 5,75 % pour trois ans ; 6,25 % pour quatre ans ; 6,50 % cinq ans.

Notez que les obligations du Québec rapportaient cette semaine le même rendement que les obligations municipales. Même les obligations émises par le gouvernement fédéral rapportaient à peine un rendement inférieur aux municipales et provinciales. (Généralement, les obligations provinciales procurent un rendement supérieur aux obligations fédérales. Mais la prime au risque « québécois » est quasi totalement disparue.)

Les investisseurs qui recherchent à tout prix un rendement supérieur avec les obligations, doivent inévitablement opter pour des obligations à très long terme.

L'obligation du Québec qui arrive à échéance dans 10 ans rapporte présentement autour de 7,75 %.

L'obligation, dont l'échéance est de 30 ans, procurera un rendement de 8,35 %. Notez que les coupons détachés (des obligations) et les obligations démunies (des coupons d'intérêt) offrent, pour les termes similaires, un rendement bonifié de quelques poussières.

Le risque

Il y a toutefois un hic avec les obligations, coupons détachés ou obligations démunies : c'est un instrument financier dont la valeur marchande va fluctuer au gré de l'évolution des taux d'intérêt.

Et comme les taux vont de toute évidence remonter... un de ces beaux matins, la valeur marchande des obligations va baisser. Et si vous devez vous départir de votre placement alors que la valeur marchande a chuté, vous allez vous retrouver avec une perte de capital qui annulera une bonne partie vos revenus d'intérêt.

Point important : la personne qui conservera ses obligations ou coupons détachés jusqu'à échéance, n'a toutefois pas à se soucier des fluctuations de la valeur marchande de son placement.

Dettes et épargne ?

Vous avez des économies ? Eh bien si vous avez la moindre petite dette, votre meilleur placement demeure le remboursement en tout ou en partie de celle-ci.

Voici pourquoi.

Supposons que votre taux d'imposition marginal (le taux d'impôt sur les derniers milliers de dollars de votre revenu) est de 40 %, sachez que vous devez gagner avant impôt 1,67 \$ pour payer 1,00 \$ de frais d'intérêt. Si vous êtes imposé à 50,0 %, vous devez gagner 2,00 \$ avant impôt pour pouvoir rembourser 1,00 \$ de frais d'intérêt.

Tenons-nous en à une personne qui est assujettie à un taux marginal de 40 %. Si votre revenu imposable frôle les 25 000 \$, vous faites partie de la famille des gens assujettis à un taux marginal de 40 % et plus. Si vous gagnez un revenu imposable supérieur, vous en donnez davantage encore au fisc.

Supposons que vous avez un emprunt hypothécaire qui vous coûte 8,0 % d'intérêt. Pour pouvoir rembourser des frais d'intérêt de 8,0 %, vous devez gagner avant impôt un revenu d'intérêt de 13,36 %.

Si votre prêt-auto vous coûte 10 %, il vous faudra investir dans un placement qui rapportera un revenu avant impôt de 16,70 % pour arriver kif-kif !

Donc, pensez-y deux petites minutes. Si vous avez 1000 \$ d'économies, remboursez une de vos dettes au lieu d'investir dans un quelconque placement.

Ainsi au lieu d'encaisser 3,63 % avec un certificat d'un an (2,17 % net), votre remboursement de dette vous « rapportera » quant à lui entre 13,0 % et 17,0 %.

Il me semble que le choix est facile.

Si, en outre, vous avez la mauvaise habitude de laisser votre compte de chèques à découvert, je vous rappelle qu'il vous en coûte 21,0 % de taux d'intérêt pour ce « service ». Un frais d'intérêt de 21 % équivaut à un « revenu » de placement avant impôt de 35 %.

Vous avez un solde de cartes de crédit ? À 17,0 % de taux d'intérêt, il faut obtenir un rendement avant impôt de quelque 28 % pour pouvoir ce payer ce « luxe ».

Avant de penser placement, rentabiliser votre paie et investissez dans le remboursement de vos dettes !

TRANSACTIONS D'INITIÉS

La Caisse dans Axcan

MICHEL GIRARD

La Caisse de dépôt et placement du Québec vient de mettre le pied dans une autre compagnie québécoise spécialisée dans le secteur de la biotechnologie. Il s'agit de Axcan Pharma. La caisse a mis la main sur un bloc de 45 900 actions, au prix de 7,68 \$. Les actions ont été achetées au prix unitaire de 7,68 \$. On sait que la « banque du peuple québécois » est un gros actionnaire de BioChem Pharma, lequel titre lui a rapporté des gros bénéfices (sur papier du moins) au cours des dernières années.

■ **ADS Inc.** : la Caisse de dépôt et placement du Québec a vendu sur le marché un bloc de 50 000 actions. Prix moyen de vente : 13,90 \$. Les actions ont été aliénées vers la fin du mois d'août.

■ **At Plastics** : John Puleston Clarke s'est départi de 2000 actions. Prix de vente : 13,45 \$. Date : début du mois d'août.

■ **ATI Technologies** : Kwok Yuen Ho a liquidé un bloc de 158 700 actions. Prix de vente : 11,20 \$. Date de la transaction : 14 août.

■ **Atlantis Communications** : Charles George Allen a fait l'acquisition de 3400 actions. Prix d'achat : 5,60 \$.

■ **Cascades** : André Belzile a fait l'acquisition de 5000 actions ordinaires, au prix de 6,00 \$ pièce. Robert F. Hall a acheté pour sa part un lot de 300 actions, au cours de 5,95 \$. Date d'achat : fin du mois d'août.

■ **Ciment St-Laurent** : Paul A. Yhouse a acheté un lot de 2175 actions au prix de 6,75 \$. L'achat a été fait le 30 août.

■ **Dominion Textile** : le fonds de pension Ontario Teachers' Pension a vendu sur le marché un bloc de 19 000 actions. Prix : 7,30 \$. Date de vente : 15 septembre.

■ **Groupe BMT** : André Jolicoeur a acheté un lot de 1000 actions, au cours de 7,05 \$ pièce.

■ **Provigo** : la Caisse de dépôt et placement du Québec a acheté 27 800 droits de souscription. Prix : 31 cents.

NDLR : Cette chronique hebdomadaire rapporte les transactions, de vente ou d'achat, que des actionnaires privilégiés ont effectuées sur le marché boursier. Les informations proviennent de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Font partie des initiés, les individus qui occupent une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, soit les dirigeants, les administrateurs, les principaux actionnaires (compagnies incluses), etc.

Presse Canadienne TORONTO

American Express Co. lorgnerait encore vers la plus importante société canadienne de fonds communs de placement, Investors Group Inc., de Winnipeg, une filiale de Power Corp., selon des sources de l'industrie interrogées par le quotidien torontois *Globe and Mail*.

On ignore cependant si les discussions se poursuivent toujours

ou si Power, de Montréal, est pressée de vendre sa société de fonds communs, évaluée par les analystes financiers à bien plus de 2 milliards.

Personne au siège social de Power à Montréal ou à celui d'American Express à New York n'a voulu commenter la rumeur, et il a été impossible de joindre des porte-parole d'Investors.

Ce ne serait pas la première fois

qu'American Express tourne ainsi autour d'Investors. Mais selon une source, des cadres supérieurs d'American Express Financial Advisors, de Minneapolis, ont visité Winnipeg au cours des derniers mois pour relancer du côté d'Investors.

Il existe d'ailleurs un lien de parenté entre les deux sociétés de fonds communs. Avant d'être rebaptisée par Amex « American Express Financial Advisors », l'an

dernier, la division des placements s'appelait IDS Inc. Or, Investors est née en 1940 à titre de filiale du prédécesseur d'IDS, Investor Diversified Services Inc.

La société américaine avait vendu Investors à des investisseurs canadiens en 1956, et en 1970, Power prenait le contrôle de la société de Winnipeg ; Power détient actuellement 67 % des actions par l'entremise de sa filiale Power Financial Corp. Amex, elle, a acheté IDS en 1984.

Southam offre d'acquérir le Financial Post

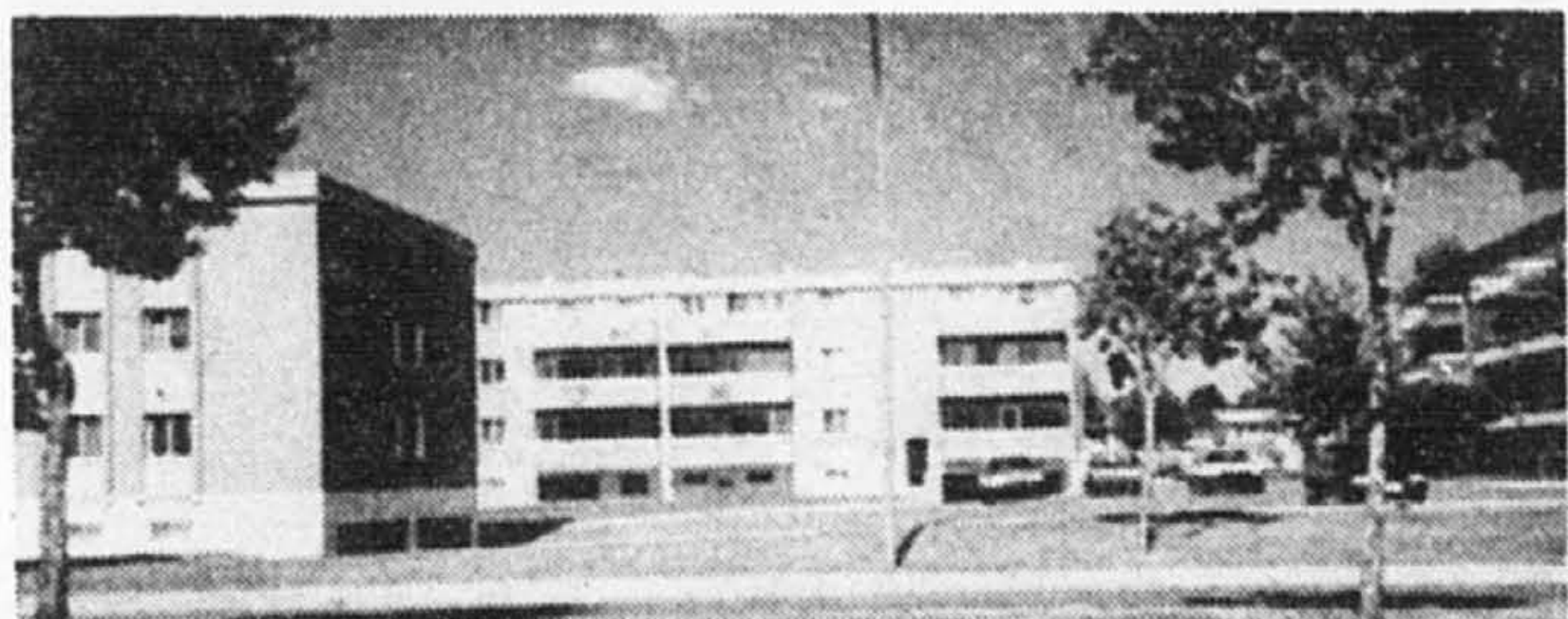
Presse Canadienne CALGARY

Southam Inc. a offert d'acquérir une participation de 60 % dans le *Financial Post*, a indiqué un haut di-

rigent de Southam. L'offre survient quelques jours avant que les actionnaires de Toronto Sun Publishing Corp. se prononcent sur une offre de 16 \$ par action présentée par les employés et des inves-

tisseurs institutionnels pour acheter la société qui possède des quotidiens un peu partout au Canada et une participation de 60 % dans le *Financial Post*.

OCCASION D'INVESTISSEMENT À MONTRÉAL



Place Clément Ader

- Mise de fonds possible de 15 % seulement
- 10 immeubles : 4 x 14 unités et 6 x 21 unités, soit 182 unités au total
- 50 unités—1 c.c., 84 unités—2 c.c. et 48 unités—3 c.c.
- Ossature de bois et revêtement de briques
- Ces dix immeubles ne constituent pas un ensemble immobilier
- Stationnements extérieurs et intérieurs
- Rénovations majeures en 1995; portes, fenêtres, allèges, balcons, espaces communs et plus de 100 unités

Prix demandé : 4 950 000 \$

Pour tout renseignement, pour obtenir une brochure ou pour prendre rendez-vous, veuillez contacter :

Jacques Lapointe, SCHL, Montréal (Québec)
Tél. : (514) 283-7546 Téléc. : (514) 283-5321

La SCHL collabore avec tous les paliers du gouvernement, l'industrie et la société afin d'aider les Canadiens à se loger.

SCHL 50 CMHC
Question habitation, comptez sur nous

Canada

OSM
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL
CHARLES DUTOIT

Mon orchestre

Quatre Stradivarius à Montréal

24, 25 septembre, 19 h 30

Charles Dutoit, l'OSM et le célèbre American String Quartet
Causerie • Exposition • Écran géant

Billets

OSM : 842-9951

Place des Arts : 842-2112

Admission : 790-1245

AIR CANADA



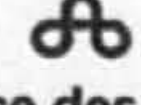
MUSÉE MCCORD

La Presse

CKAC 730

Succession J.A. DeSève

CIAD



Place des Arts



Le président et chef de la direction Aldo Baumgartner et le vice-président, opérations, Pierre Poulin, de Wyeth-Ayerst Canada, dans l'un des laboratoires de Saint-Laurent. La firme aura fabriqué 3,2 milliards de comprimés cette année, contre 1,4 milliard en 1993.

Wyeth-Ayerst Canada : 45 millions en R & D

JACQUES BENOÎT

La compagnie pharmaceutique Wyeth-Ayerst Canada, de Saint-Laurent, affectera l'an prochain 45 millions de dollars au poste de la recherche et du développement, comparativement à 35 millions cette année.

La plus grande partie de cette somme, soit 32 millions, ira pour des travaux qui seront effectués au Québec, soit par la firme elle-même, dans ses laboratoires du boulevard Marcel-Laurin (ex-boulevard Laurentien), soit par des sous-traitants.

« Le tiers de nos recherches se font en dehors d'ici, et la on crée des emplois indirects », expliquait son président et chef de la direction, Aldo Baumgartner, à l'occasion d'une rencontre hier avec la presse.

Filiale du géant américain American Home Products (14 milliards \$ US de chiffre d'affaires), Wyeth-Ayerst est la seule entité du groupe, avec une seconde dans l'Etat de New York (Pearl River),

à faire de la recherche et du développement touchant les processus de fabrication, en vue de l'exploitation de nouvelles substances actives.

Pourquoi à Montréal ?

« On a quatre universités à Montréal, répond à cela M. Baumgartner (dans un excellent français, soit dit en passant). On peut aller loin en Amérique du Nord avant de trouver une autre ville où il y en a autant. On peut collaborer avec ces universités et on trouve facilement le personnel qualifié. Et il y a les avantages fiscaux. »

Exemple : la Prémarine, le plus vendu des médicaments utilisés dans le traitement des effets de la ménopause et de l'ostéoporose, que la firme a mis au point ici en colla-

boration avec l'Université McGill et qui est aujourd'hui le plus vendu au monde des médicaments de ce type.

Les laboratoires montréalais de l'entreprise font aussi de la recherche clinique, ce qui consiste, rappelés-le, à tester de nouveaux produits, d'abord sur des animaux et ensuite sur l'être humain.

Ses chercheurs travaillent ainsi à mesurer en ce moment le niveau de toxicité et les effets d'un nouvel immunosuppresseur (contre les rejets) « qui a été découvert ici, à Montréal », et d'un produit contre l'hypertension.

Fabricant de médicaments, Wyeth-Ayerst avait produit en 1993 1,4 milliard de comprimés, alors que leur nombre aura atteint, en 1996, 3,2 milliards.

Pour en arriver à ce niveau de production, explique M. Pierre Poulin, vice-président, opérations, l'entreprise a investi 10 millions au cours des deux dernières années : dans la modernisation de ses équipements, dans de nouveaux systé-

mes informatiques, et aussi pour agrandir ses laboratoires.

« On fabrique ici au-delà de 900 formats différents. On voudrait rationaliser, mais il y a une demande pour la diversité », signale-t-il.

L'entreprise devrait investir dans ses installations encore davantage en 1997, soit 25 millions, dont 10 millions en vue d'accroître la capacité de son infrastructure (alimentation en eau, en électricité, etc.) à Saint-Laurent. Ne manquant plus, dit M. Poulin, que le feu vert de sa société-mère, ce qui ne devrait tarder.

Wyeth-Ayerst Canada, née en 1993 de la fusion de deux filiales d'American Home Products, a un chiffre d'affaires d'environ 600 millions, dont 140 millions réalisés à l'exportation, ce qui en fait le plus important exportateur canadien de produits pharmaceutiques. Elle emploie au total 1700 personnes, dont tout près de 1000 travaillent à Saint-Laurent.



Assurance vie
Desjardins-Laurentienne

Filiale du Mouvement des caisses Desjardins, l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne est la compagnie d'assurance de personnes la plus importante au Québec, tant en raison du nombre d'assurés que de son volume d'affaires.

NOMINATION



André Simard, M.B.A.

M. André Vincent, premier vice-président, Réseau collectif, à l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, est heureux d'annoncer la nomination de M. André Simard au poste de vice-président, Distribution, Réseau collectif. À ce titre, M. Simard a la responsabilité de superviser les activités de vente en assurances et rentes collectives pour le Québec.

Titulaire d'une maîtrise en administration, M. Simard compte 13 années d'expérience en assurance collective au sein d'une importante société d'assurance de personnes québécoise, où il a occupé divers postes de direction, notamment dans les secteurs des ventes, du marketing et de la mise en marché.

L'Assurance vie Desjardins-Laurentienne se classe au premier rang des assureurs de personnes au Québec pour ce qui est de sa part de marché (16,2 %) et du volume de primes souscrites.

Desjardins

pour s'aider soi-même

Seagram veut racheter 3 % de ses actions en circulation

Presse Canadienne

La compagnie Seagram a fait savoir hier qu'elle renouvelait son programme de rachat d'actions, avec l'objectif de racheter 3 % des actions ordinaires en circulation.

Ces trois pour cent représentent 11,1 millions d'actions ordinaires, ce qui devrait coûter à Seagram 530 millions environ, selon les cours actuels de la bourse.

La compagnie Seagram, dont le siège social est établi à Montréal, oeuvre dans la fabrication et la commercialisation de boissons ainsi que dans les loisirs.

Le rachat d'actions permettra à l'entreprise de réduire sa base de capitalisation et ainsi répartir les profits sur un nombre plus restreint d'actions.

De cette façon, Seagram augmentera son rendement par action, un critère important pour juger de la santé financière d'une compagnie.

De plus, le rachat d'actions se traduit souvent par une hausse des cours à la bourse, ce qui fera sans doute plaisir aux milliers d'investisseurs canadiens détenteurs d'actions de Seagram.

Le précédent programme de rachat de Seagram prend fin le jeudi 26 septembre. Dans le cadre de ce programme, 4,8 millions d'actions ordinaires ont été rachetées au prix moyen de 32,62 \$, pour une valeur totale de près de 160 millions.

La Caisse et les jeunes

Capital CDPQ, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, annonce trois placements d'une valeur de 485 000 \$ dans trois jeunes entreprises. Le premier placement va à la société Vinya Plastiques Inc., de Jonquière, un fabricant de portes extérieures conçues en polyvinyle chlorure (PVC). Le prêt est d'une valeur de 250 000 \$. De son côté, Verity Audio, de Québec, fabrique et commercialise des équipements audio haut de gamme destinés surtout à l'exportation. Capital CDPQ prêtera 175 000 \$. Enfin, Paradox Inc., de Montréal, un fabricant de vêtement pour activités de plein air, recevra un prêt de 60 000 \$ pour préparer sa collection automne-hiver.



APPRIVOISEZ LE LOUP.

SEVILLE STS

645\$* Système Northstar, 300 chevaux, gueule d'enfer. La nouvelle

PAR MOIS
VERSEMENT
INITIAL DE
4 500 \$

Seville STS 1997 est en liberté. Apprivoisez-la pour aussi peu que

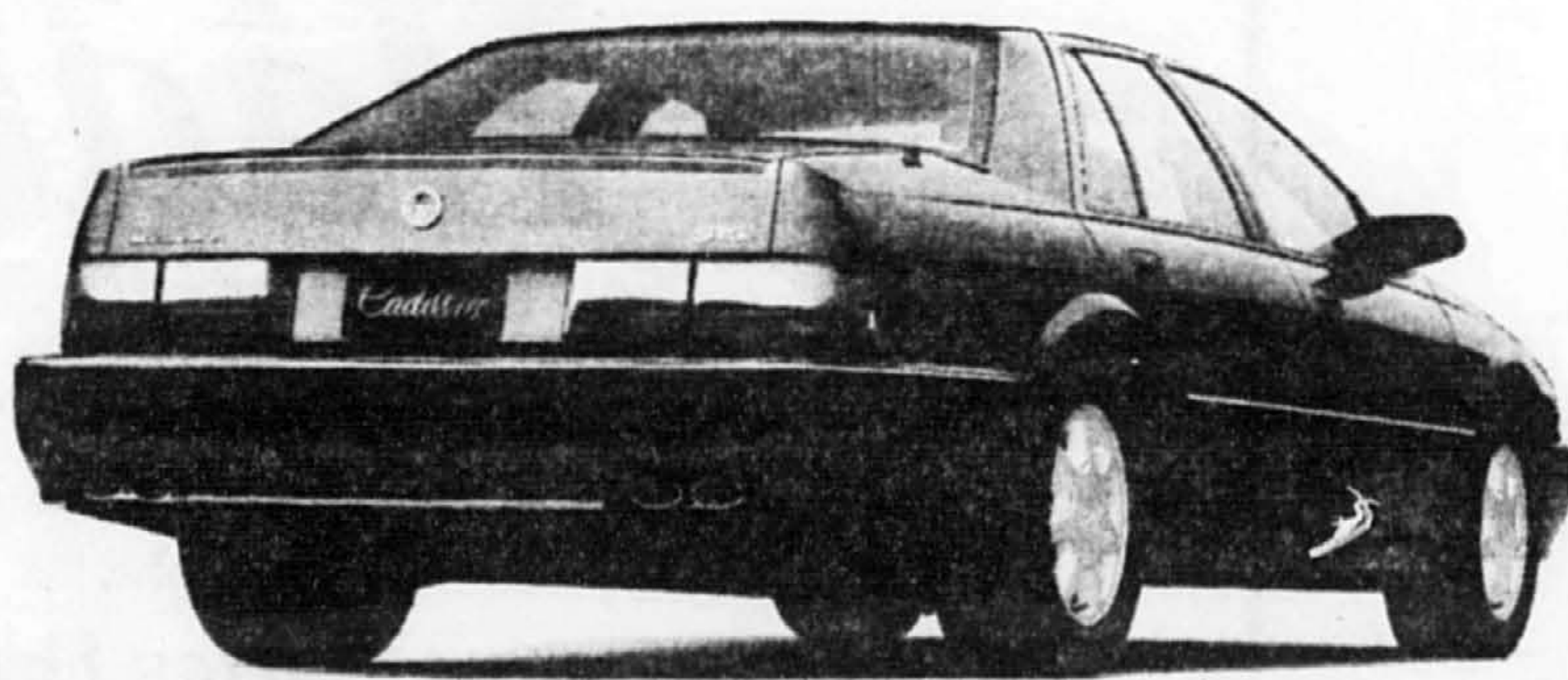
645 \$ par mois et un versement initial de 4 500 \$. Cette nouvelle

mensualité exceptionnelle comprend aussi le programme d'entretien de 4 ans

ou 80 000 km sans frais. Ce programme unique à Cadillac couvre entièrement

l'entretien prescrit pour votre nouveau véhicule. Raison de plus pour venir faire

quelques kilomètres d'essai au volant d'une Seville STS.



CADILLAC SEVILLE STS 1997

3,9%
TAUX DE
LOCATION
POUR 36 MOIS



Vos concessionnaires

Cadillac

*Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux véhicules de base neufs 1997 en stock. Photo à titre indicatif seulement. Paiements mensuels basés sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou échange équivalent) de 4 500 \$. Sujet à l'approbation du crédit. Dépôt remboursable de 750 \$ exigé. Préparation et transport inclus. Assurances, immatriculation et taxes en sus. Frais de 5 ¢ du kilomètre après 72 000 km. Taux de location de 2,9 % pour 24 mois ou 3,9 % pour 36 mois disponibles.

Bras de fer sur la fiscalité de l'entreprise

MIVILLE TREMBLAY

Les patrons demandent un allègement du fardeau fiscal de l'entreprise et les syndicats, une contribution plus lourde. Au minimum, les premiers ne veulent pas d'augmentation et les seconds, pas d'allègement.

Cette confrontation autour de l'entreprise devant la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics donne à penser qu'il sera difficile à ses membres, qui originent des syndicats et du patronat, de recommander une modification de la répartition du fardeau fiscal entre les grandes catégories de contribuables.

Mais un consensus est néanmoins possible sur la question plus étroite de la taxe sur la masse salariale, qui aurait un effet négatif sur l'emploi, la question centrale du

sommet socio-économique, auquel la Commission doit faire rapport, à la fin d'octobre.

Les patrons sont unanimes à demander la baisse de cette taxe. Hier, l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, proposait d'en ramener le taux de 4,26 à 3,45 % pour les entreprises du secteur privé. Le manque à gagner de 475 millions devrait être compensé par une coupe plus profonde dans les dépenses, affirme son président Gérard A. Ponton.

Un effort d'un demi-milliard qui

s'ajouterait à la baisse du déficit d'un milliard, a souligné le commissaire Jean-Guy Frenette, du Fonds de Solidarité.

« Il faut un signal clair pour rétablir le climat de confiance », affirme M. Ponton. En point de presse, il concède que, si le gouvernement n'y parvient pas, il faudrait considérer une augmentation de l'impôt sur le revenu des entreprises. Car il n'est pas question de dévier des cibles de réduction du déficit convenues au sommet de mars.

M. Gérard Larose, citant une étude de Price Waterhouse datée de 1994, affirme que tout considéré, et en particulier les taxes locales, les entreprises québécoises ne sont pas plus taxées que les ontariennes. Le discours patronal est « mensonger et démagogique », tonne le président de la CSN.

L'étude micro-financière citée par M. Larose a toutefois vieilli et Price Waterhouse la remet à jour.

Le commissaire Michel Audet, de la Chambre de commerce du Québec sert la répartie : le fardeau des entreprises est de 29,4 % plus élevé au Québec qu'en Ontario, si on compare les trois principaux prélèvements (taxe sur la masse salariale, impôt sur le revenu et taxe sur le capital).

Ce calcul gouvernemental, établi selon une méthode macro-financière, omet les taxes locales, plus faibles au Québec.

La CSN demande un impôt minimum sur les sociétés (1 % d'entre elles ne paient rien, même si elles font des profits), mais la centrale est disposée à considérer des modifications à la taxe sur la masse salariale.

La FTQ est d'accord pour alléger cette taxe, mais à condition de ne pas alléger l'enveloppe fiscale globale des entreprises.

Elle propose en outre de financer le Fonds du Patrimoine du Québec, créé pour diminuer le poids de la dette sur une longue période, par une taxe spéciale imposée aux institutions financières. La centrale renouvelle son appui au déficit zéro, mais rejoint ses consocors dans leur opposition à la loi qui doit l'imposer.

Le Fonds de solidarité de la FTQ demande un examen serré des avantages et des coûts des dépenses fiscales (abris fiscaux), mais réclame le maintien à long terme des avantages dont il bénéficie.

Marché de 10 millions pour Le Progrès

Presse Canadienne
CHICOUTIMI

Le Progrès du Saguenay vient de conclure une entente d'une durée de cinq ans avec Novalis, une autre filiale du Groupe Unimédia, portant sur l'impression des publications « Prions en l'Église » et de sa version anglaise « Living with Christ ».

Selon M. Claude Gagnon, président et éditeur du Progrès du Saguenay, ce contrat, qui totalise une somme de 10 millions, a nécessité des investissements de 225 000 \$ à la Maison de la presse, à Chicoutimi.

Le projet a été rendu possible grâce à la mise en place d'un partenariat avec Imprimerie Canada, une autre filiale d'Unimédia établie à Québec, et une entente avec le per-

sonnel du Progrès du Saguenay affilié au Syndicat canadien des Communications, de l'Énergie et du Papier. Cette entente prolonge le contrat de travail des employés de production de l'entreprise jusqu'au 31 décembre 2000.

À l'origine, la convention arrivait à échéance le 31 décembre 1997.

Le Progrès du Saguenay, maître-d'œuvre du projet, se chargera de l'impression des publications concernées, tandis qu'Imprimerie Canada aura la responsabilité de l'assemblage et de la préparation pour fin de distribution du produit fini à travers le Canada.

Selon M. Gagnon, cette entente permettra d'assurer la mission d'imprimeur du Progrès du Saguenay, de consolider les emplois déjà existants et même d'en créer quelques autres.

Le Progrès du Saguenay édite les journaux le Quotidien et Progrès-Dimanche en plus d'imprimer plusieurs autres hebdomadaires et circulaires pour des clients répartis un peu partout au Québec.



PHOTO Canapress

Entente National-HEC

Jean-Marie Toulouse, directeur de l'École des hautes études commerciales, et Luc Beauregard, président du conseil d'administration et chef de la direction de National, scellent une entente : le salon des étudiants des cycles supérieurs sera baptisé Salon National et l'institution d'enseignement élaborera un projet à l'intention des futurs chefs d'entreprise pour l'enseignement des relations publiques comme fonction de gestion.

Baisse de la demande

Après avoir progressé de 1,2 % au premier trimestre, la demande intérieure finale en dollars constants a diminué de 0,2 % au deuxième trimestre, a fait savoir hier le Bureau de la statistique du Québec. À signaler : le ralentissement marqué de la croissance de la consumma-

tion des ménages, qui a reculé à 0,2 % comparativement à 1,2 % au premier trimestre, mais surtout — et c'est la principale cause de la diminution d'ensemble de la demande —, la baisse de 1,9 % de l'investissement en capital fixe (dans les immobilisations).

Plus de 8 millions en retombées publicitaires à Radio-Canada

LUCIE LAVIGNE
collaboration spéciale

Radio-Canada peut espérer des retombées optimales d'environ 8 millions de dollars en insérant des publicités dans son Téléjournal. Mais ce ne sera pas avant 1997 que cette manne pourra se matérialiser. D'autant qu'il s'agit de millions théoriques. Radio-Canada devra réussir à vendre entre deux et trois minutes de spots par jour, sept jours sur sept, pendant toute l'année. On parle de conditions idéales.

« Mais on sait que dans la réalité, le taux de vente d'espace publicitaire d'un télédiffuseur, même en période de grande écoute, dépasse rarement 85 ou 90 % », précise Jacques Dorion, président de Stratégem, une agence de placement média indépendante.

Autre bémol : ce n'est pas que de l'argent frais qui tombe dans le milieu télévisuel. Il y a des annonceurs qui opteront plutôt pour un déplacement de budget (d'une station à une autre ou d'une émission à une autre) au lieu de décupler leur investissement publicitaire annuel. « Les budgets des annonceurs n'augmenteront pas demain matin », renchérit Jacques Dorion.

Il n'en demeure pas moins que les annonceurs gagnent un nouveau produit haut de gamme. Une occasion de toucher un auditoire de choix à hauts revenus. Une espèce d'élite qu'on peut titiller avec des services affaires (Bell, par exemple), des cylindres BCBG, des télécopieurs, des ordinateurs, etc.

« C'est effectivement une bonne nouvelle pour les annonceurs, avoue Jacques Dorion. D'abord, en

raison de la qualité de l'auditoire de l'émission d'information et de l'intensité d'attention des téléspectateurs. Ensuite, il faut dire que le contenu du Téléjournal procure ipso facto une crédibilité à l'annonceur. Finalement, ses cotes d'écoute demeurent alléchantes, puisque stables (le Téléjournal demeure un rendez-vous). Mieux : elles peuvent augmenter en raison d'événements de grand intérêt, du genre élections, tragédie, etc. »

Si les annonceurs affichent le sourire, il en est autrement pour les concurrents de la société d'État : « c'est sûr qu'on est loin d'être satisfait, confie une représentante de TVA. Ils vont venir piger dans nos revenus... Ces millions ne tomberont pas du ciel. Ceux qui paieront, ce seront les réseaux privés. »

HEC



CERTIFICATS

Les certificats HEC : un investissement dans votre carrière

Certificats offerts :

- Commerce de détail et distribution
- Commerce international
- Comptabilité professionnelle
- Gestion comptable des organisations
- Gestion d'entreprise
- Gestion d'entreprise de services financiers
- Gestion des opérations et de la production
- Gestion des ressources humaines
- Gestion du marketing
- Gestion financière
- Informatique pour gestionnaire
- Supervision du personnel

Admission

Trimestre d'hiver 1997
Date limite : 1^{er} octobre

30 crédits
Temps partiel

Pour information :

École des Hautes Études Commerciales
3000, ch. de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec)
H3T 2A7

(514) 340-6151
Registraire.info@hec.ca
http://www.hec.ca

OSM
ORCHESTRE
SYMPHONIQUE
DE MONTREAL
CHARLES DUTOIT

Mon orchestre

Hampson et Hadley

Deux stars internationales de l'opéra
à Montréal

3 octobre, 19 h

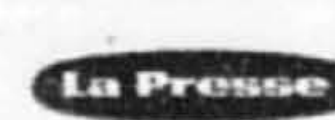
Charles Dutoit

Billets

OSM : 842-9951

Place des Arts : 842-2112

Admission : 790-1245

Conseil canadien de la Fourrure
Fur Council of Canada

LA BOURSE EN BREF

MONTREAL					TORONTO				
Volume:					Volume:				
Vendredi	16 732 000				Vendredi	94 060 000			
Jeu	19 402 000				Jeu	85 925 000			
Indices de Montréal:					Indices de Toronto:				
Haut	Bas	Clôt	Var.		Haut	Bas	Clôt	Var.	
Marché(XOM)	2603.40	2594.18	2603.09	+6.64	TSE 35	275.95	274.95	275.76	+0.54
Marché bancaire(XCB)	3448.11	+27.10			TSE 100	320.54	319.36	320.23	+0.73
Hydrocarbures	2016.32	-1.32			TSE 300	5299.26	5274.47	5287.47	+11.44
Mines et Métaux	3029.30	-13.13			Autres	11409.79	-87.74		
Produits forestiers	2489.53	+2.95			Les financiers	4533.03	+38.88		
Biens d'équipement	2392.29	+34.57			Mines et Métaux	5126.20	-13.20		
Services publics	2301.45	-3.22			Pétroles et Gaz	5460.68	+10.03		
					Industrielles	3555.08	+28.61		

Faits saillants:					Faits saillants:				
Vendredi	Jeu				Vendredi	Jeu			
Actions trans.	477	481			Actions trans.	1173	1214		
Gains	189	195			Gains	462	450		
Pertes	169	175			Pertes	443	455		
Inchangées	119	110			Inchangées	268	309		
Hauts 96	40	36			Hauts 96	75	65		
Bas 96	7	3			Bas 96	16	23		

Valeurs les plus actives:					Valeurs les plus actives:				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.		Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
La Banque Nationale	727 359	12.00	+0.10		La Banque Nationale	2 172 243	12.00	+0.10	
BMO Div Cap Rcpts	585 000	27.75	+0.50		Western Corp.	1 952 383	4.00	+0.05	
BMO Secondary Wts	583 900	9.10	+0.35		La Banque Toronto-Dom.	1 768 194	28.80	+0.60	
Bombardier B	567 705	18.55	+0.65		La Banque de Montréal	1 535 733	36.50	+0.80	
Stelco Inc A	338 500	6.45	-0.10		Bombardier B	1 468 447	18.55	+0.65	

Juniors / Mines et pétroles:					Mines et pétroles:				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.		Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Novador Inc.	567 062	1.23	+0.29		Stampeder Expl.	2 692 680	5.65	+0.15	
Armistice	276 500	0.73	-0.02		Kupar Corp.	1 770 970	3.15	+0.28	
Vior Inc.	247 800	1.10	+0.03		Morgan Hydro	1 665 321	4.65	+0.08	
Riolex Res.	232 658	2.20	+0.20		Canadian Conquest	1 401 090	2.02	+0.17	
Minière du Nord	220 050	0.93	stable		TVX Gold	1 320 910	9.80	-0.20	

NEW YORK					NASDAQ				
Volume:					Volume:				
Vendredi	514 320 760				Vendredi	590 555 000			
Jeu	398 430 000				Jeu	563 279 900			

Indices Dow Jones:					Indices NASDAQ:				
Haut	Bas	Clôt	Var.		Haut	Bas	Clôt	Var.	
30 Industrielles	5825.82	5840.74	5888.46	+20.72	Composite	1221.27	1210.19	1219.69	+7.60
20 Transports	2110.42	2065.33	2100.71	+36.81	Industrielles	1097.06	1089.95	1095.44	+5.44
15 Serv. pub.	220.44	218.14	219.46	+1.32	Banques	1133.59	1128.35	1133.49	+2.88
65 Composés	1877.84	1848.09	1867.31	+14.41	Assurances	1321.43	1312.96	1319.73	+0.96
					Finances	1404.92	1393.48	1403.41	+2.42
					Transports	862.74	855.25	862.66	+7.73
					Telecom.	217.28	215.16	217.14	+2.37

Faits saillants:					Faits saillants:				
Vendredi	Jeu				Vendredi	Jeu			
Actions trans.	3 197	3 221			Actions trans.	5 621	5 623		
Gains	1 434	1 111			Gains	2 021	1 880		
Pertes	902	1 248			Pertes	1 774	1 919		
Inchangées	861	862			Inchangées	1 826	1 824		
Hauts 96	103	79			Hauts 96	158	146		
Bas 96	21	34			Bas 96	51	68		

Valeurs les plus actives:					Indices Standard & Poor's:				
Valeurs	Volume	Clôt.	Var.		Valeurs	Volume	Clôt.	Var.	
Microsoft Tech.	10 134 500	27 1/2	+1/8		400 Industrielles	810.05	814.67	+4.62	
PepsiCo	9 420 900	30 1/4	stable		20 Transports	517.10	508.42	+51.70	
Coca-Cola	7 737 000	51 1/4	-7/8		40 Serv. pub.	190.03	188.96	+189.90	
EMC Corp.	7 104 400	23 1/4	+3/8		40 Finances	71.10	70.62	+71.04	
AT&T Corp.	5 789 800	56 1/4	-1/4		500 Composés	687.07	683.00	+687.03	
WalMart Strs	5 778 700	27 1/2	+3/4		100 Composés	669.49	665.39	+4.30	
America On Line	5 520 600	34 1/8	+1						

Le baromètre

Statistiques économiques

PRODUCTION

Produit	Mois	Données	Var. en %	Données	Var. en %
Produit intérieur brut (\$millions 1986)	Juin	548 176.7	0.0	1.4	
Produit industriel (\$millions 1986)	Juillet	144 766.4	-0.2	1.3	
Exportations (\$millions)	Juillet	22 513.7	2.1	13.4	
Importations (\$millions)	Juillet	19 443.3	3.3	6.6	
Commandes des fabricants (\$millions)	Juillet	34 603.4	3.7	7.3	
Mises en chantier (taux annuel, milliers)	Mai	147.6	-13.8	-8.9	
Permis de const. (\$millions - Québec)	Juillet	505.2	10.4	37.9	
Ventes au détail (\$millions - Québec)	Juillet	4 373.9	-4.0	4.8	
Ventes d'automobiles (unités - Québec)	Juillet	15 412	-6.1	7.2	

REVENUS ET SALAIRES	Mois	Données	Var. en %	Données	Var. en %
Gains heb. moyens (\$*) (Canada)	Juin	592.44	1.49	2.97	
Gains heb. moyens (\$*) (Québec)	Juin	558.58	0.51	1.23	

EMPLOI

Emplois (milliers) - Québec	Avr.	3 401	-1.3	0.2	
Chômeurs (milliers) - Québec	Avr.	438	-3.8	8.3	
IPC* (1986 = 100)	Déc.	131.6	0.2	0.2	
Produits industriels* (1986 = 100)	Juillet	128.8	-0.2	-0.5	

FINANCE

Mois	Données	Var. en %	Données	Var. en %
Masses monétaires (M1, \$millions)	Avr.	64 436	1.6	8.3
Prêts généraux (\$millions)	Avr.	234 591	2.1	10.9

Données trimestrielles

Mois	Données	Var. en %	Données	Var. en %
COMPTES NATIONAUX (en milliards de dollars)				
Consommation (\$milliards 1986)	2	91.4	4.4	2.0
Immobilisations	2	8.31	63.38	8.63
résidentielles	2	5.93	6.61	-6.26
non-résidentielles	2	26.7	-12.1	-1.5
Gouvernement	2	68.1	7.2	5.9
Exportations	2	65.6	-1.8	1.8
Importations	2	151.1	3.4	0.2
PIB	2	166.9	2.5	1.5
Revenus personnels (\$ nominaux)	2	14.91	5.86	-12.50
Bénéfices avant impôts (\$ nominaux)	2			

BALANCE DES PAIEMENTS (en millions de dollars)	Mois	Données	Var. en %	Données	Var. en %
Balance commerciale	2	11 385	36.6	44.2	
Taux de chômage au Canada (%)	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	
Taux de chômage au Québec (%)	N.D.	xxxx	xxxx	xxxx	
Taux d'escapement* (hebdomadaire)	Avr.	N.D.	N.D.	N.D.	
Balance des invisibles (\$millions)	2	-9 106	-11 693	-11 086	
Balance courante (\$millions)	2	1 176	-5 063	-5 229	
Créances canadiennes, flux net (\$nominaux)	2	-7 970	-4 976	-2 152	
Compte de capital, flux net (\$nominaux)	2	-6 415	111	-687	

Source: Statistique Canada CANSIM

(Information: 514-283-5725)

*données non saisonnalisées

Les bourses étrangères

Mois	Données	Var. en %	Mois	Données	Var. en %
Amsterdam (AEX)	1565.70		Hier	1571.76	
Bruxelles (Bel-20)	1765.06		Haut	1773.26	
Frankfurt (dx)	2646.10		Bas	2646.10	
Hong Kong	11592.36			11621.61	
Londres (FT30)	2840.9			2885.2	
Londres (FT100)	3964.1			3977.2	
Mexico (IPC)	3318.23			3433.75	
Milan (mib)	9637			10911	
Paris (cax)	2079.46			2146.79	
Sydney (syd)	2240.8			2266.81	
Tokyo (nyu)	2122.4			2266.80	
Zurich (smi)	3694.9			3610.0	

Autre record!

VALÉRIE BEAUREGARD

Séance plutôt agitée sur le parquet new-yorkais, à cause de l'expiration des options et des contrats à terme, un rare événement qui est suivi de très près par les spéculateurs et leurs ordinateurs. L'indice Standard & Poor 500 en a profité pour établir un record en clôturant à 687.02.

Pendant ce temps, la moyenne des titres industriels Dow Jones gagnait 20,72 points avec une marque de 5888,46. À la mi-journée, le Dow Jones avait déjà bondi de 25,52 points, à 5893,26, le reflet d'une matinée fort active.

À Toronto, l'indice TSE a gagné 11,44 points pour terminer sa course à 5287,47. Le titre le plus actif fut celui de la Banque Nationale. Plus de deux millions d'actions ont été échangées ce qui a fait gagner 10 cents au titre de l'institution, à 12 \$.

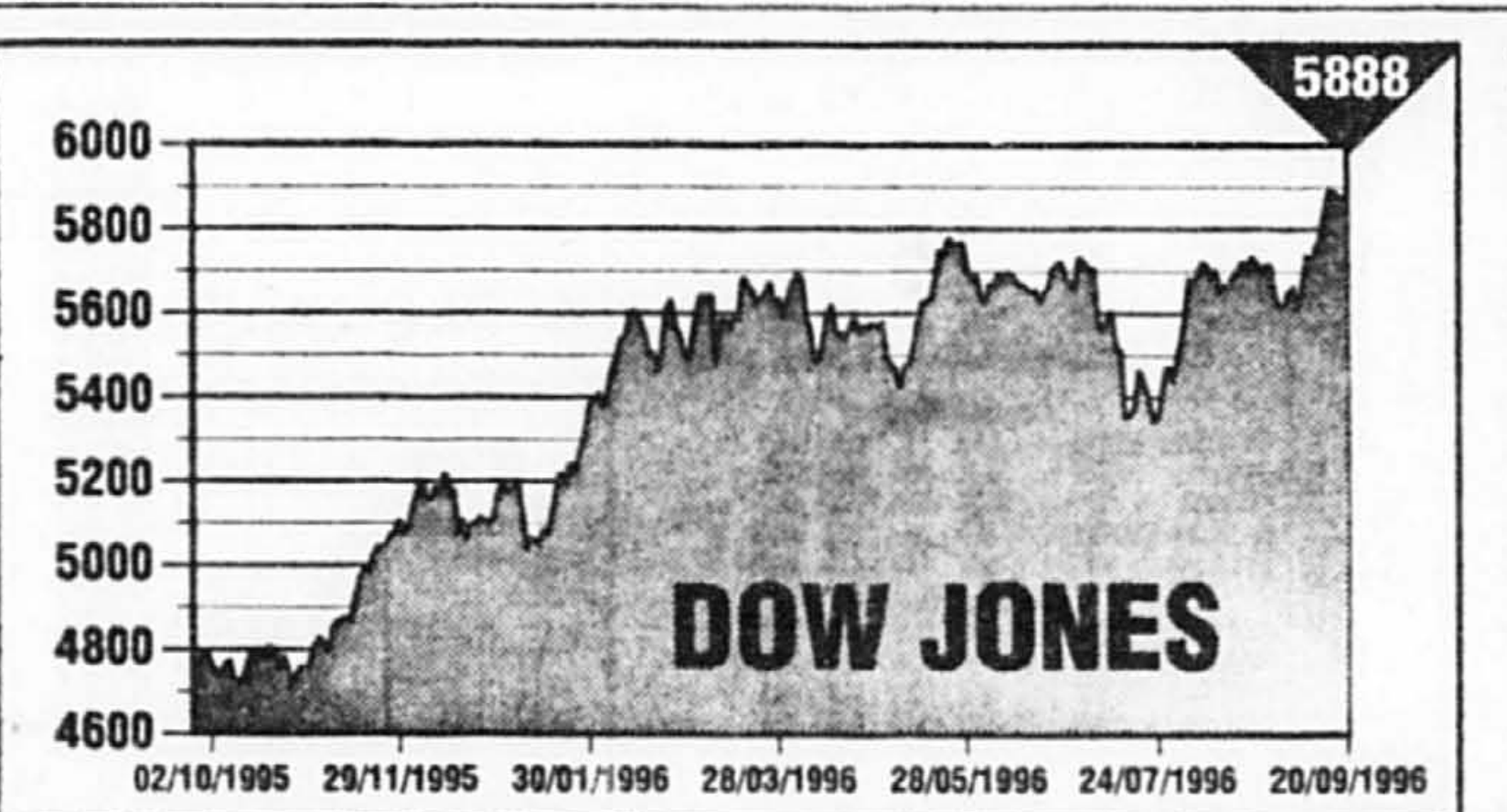
Le XXM de Montréal a terminé la semaine à 2603,69, en hausse de près de sept petits points sur le score de la veille. L'indice montréalais a accumulé 56 points cette semaine. BioChem Pharma a été l'action industrielle la plus en demande. Elle a enregistré un gain de 90 cents à 51,35 \$.

Les investisseurs boursiers demeurent nerveux en prévision d'une légère hausse des taux d'intérêt aux États-Unis.

La Réserve fédérale a prévu une rencontre à ce sujet la semaine prochaine. Si les pressions inflationnistes demeurent modérées malgré une saine croissance économique, les boursicoteurs craignent qu'une hausse des taux nuise aux profits des entreprises.

En tout et pour tout, 514 320 760 actions ont changé de mains sur la bourse de New York, comparative-ment à 395 882 580 la veille.

Bourse de New York



Infographie La Presse

Alcours	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.	Var.	Alcours	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.	Var.	Alcours	Div	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.	Var.
A/B																							
Barroco	60	12695	26,37	26,37	26,37	0,12	0,12	CoocEc	10	1854	40,75	40,50	40,62			CoocEc	10	1854	40,75	40,50	40,62		
BullRM	55	6550	81,2	79,3	81,2	0,12	0,12	CoocPal	188	446	36,77	36,87	36,77	-0,87	-0,87	CoocPal	188	446	36,77	36,87	36,77	-0,87	-0,87
BullRM p	324	35	50,00	46,82	49,75	-0,12	-0,12	CoocSil	55	559	8,16	8,00	8,00	-0,12	-0,12	CoocSil	55	559	8,16	8,00	8,00	-0,12	-0,12
BullRM p	1,05	21,12	12,37	12,37	12,37	0,46	0,46	CoocSil	228	232	7,12	7,00	7,00	-0,12	-0,12	CoocSil	228	232	7,12	7,00	7,00	-0,12	-0,12
BullRM p	21	7765	48,87	48,92	48,87	-0,12	-0,12	CoocSil	12	1760	57,90	56,97	57,90	0,12	0,12	CoocSil	12	1760	57,90	56,97	57,90	0,12	0,12
BullRM p	36	72,79	26,37	26,37	26,37	0,12	0,12	CoocSil	42	427	26,30	26,35	26,30	-0,12	-0,12	CoocSil	42	427	26,30	26,35	26,30	-0,12	-0,12
BullRM p	56	72,79	26,37	26,37	26,37	0,12	0,12	CoocSil	56	559	8,16	8,00	8,00	-0,12	-0,12	CoocSil	56	559	8,16	8,00	8,00	-0,12	-0,12
BullRM p	1,02	25,55	15,50	15,52	15,52	0,25	0,25	CoocSil	162	164	48,87	48,92	48,87	-0,12	-0,12	CoocSil	162	164	48,87	48,92	48,87	-0,12	-0,12
BullRM p	1,44	1967,35	36,37	37,12	37,12	0,42	0,42	CoocSil	50	53,17	12,35	12,35	12,35	0,00	0,00	CoocSil	50	53,17	12,35	12,35	12,35	0,00	0,00
BullRM p	72	90,6	33,33	33,50	33,50	0,12	0,12	CoocSil	10	12,24	62,25	60,50	62,25	1,75	1,75	CoocSil	10	12,24	62,25	60,50	62,25	1,75	1,75
BullRM p	2,08	96,6	33,37	37,12	37,12	0,42	0,42	CoocSil	366	368	74,00	74,00	74,00	0,00	0,00	CoocSil	366	368	74,00	74,00	74,00	0,00	0,00
BullRM p	558	73,15	23,50	23,75	23,75	0,46	0,46	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	230	330,00	326,00	326,00	326,00	0,00	0,00	CoocSil	95	76,52	46,00	46,00	0,00	0,00	CoocSil	95	76,52	46,00	46,00	46,00	0,00	0,00	
BullRM p	1	1190,0	1087,0	1087,0	1087,0	0,00	0,00	CoocSil	1,52	62,37	23,25	23,25	0,12	0,12	CoocSil	1,52	62,37	23,25	23,25	23,25	0,12	0,12	
BullRM p	813	100	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00	CoocSil	10	29,74	73,87	73,87	0,12	0,12	CoocSil	10	29,74	73,87	73,87	73,87	0,12	0,12	
BullRM p	536	100	1,00	1,00	1,00	0,00	0,00	CoocSil	29	29,74	15,12	14,82	14,82	-0,30	-0,30	CoocSil	29	29,74	15,12	14,82	14,82	-0,30	-0,30
BullRM p	128	55,66	29,37	29,37	29,37	0,12	0,12	CoocSil	40	53,17	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	40	53,17	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	112	72,79	26,37	26,37	26,37	0,12	0,12	CoocSil	40	53,17	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	40	53,17	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	60	238,1	50,00	31,87	30,00	-0,12	-0,12	CoocSil	194	213,24	52,12	53,50	54,12	1,42	1,42	CoocSil	194	213,24	52,12	53,50	54,12	1,42	1,42
BullRM p	2,35	23,82	16,12	16,12	16,12	0,12	0,12	CoocSil	30	22,9	42,12	42,12	0,00	0,00	CoocSil	30	22,9	42,12	42,12	42,12	0,00	0,00	
BullRM p	32	27,75	20,00	20,00	20,00	0,12	0,12	CoocSil	10	10,9	12,82	12,82	0,00	0,00	CoocSil	10	10,9	12,82	12,82	12,82	0,00	0,00	
BullRM p	2,68	60,00	30,00	30,00	30,00	0,12	0,12	CoocSil	24	24,1	12,82	12,82	0,00	0,00	CoocSil	24	24,1	12,82	12,82	12,82	0,00	0,00	
BullRM p	1,68	15,55	22,25	22,20	22,25	0,25	0,25	CoocSil	72	62,17	36,37	37,12	0,75	0,75	CoocSil	72	62,17	36,37	37,12	37,12	0,75	0,75	
BullRM p	10	194,2	30,00	36,82	36,82	0,82	0,82	CoocSil	37	37,12	19,12	19,12	0,00	0,00	CoocSil	37	37,12	19,12	19,12	19,12	0,00	0,00	
BullRM p	1,06	60,4	45,37	44,87	44,87	0,50	0,50	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12
BullRM p	30	142,96	36,82	36,82	36,82	0,00	0,00	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12
BullRM p	2,57	76	45,37	45,37	45,37	0,00	0,00	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12	CoocSil	70	89	18,50	18,37	18,37	-0,12	-0,12
BullRM p	2,68	60,00	30,00	30,00	30,00	0,12	0,12	CoocSil	54	21,9	16,82	16,82	0,00	0,00	CoocSil	54	21,9	16,82	16,82	16,82	0,00	0,00	
BullRM p	4,04	13,51	10,00	10,00	10,00	0,00	0,00	CoocSil	10	10,9	12,82	12,82	0,00	0,00	CoocSil	10	10,9	12,82	12,82	12,82	0,00	0,00	
BullRM p	3,54	36,37	36,37	37,12	37,12	0,75	0,75	CoocSil	10	27,75	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	27,75	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	42	14,18	27,37	26,82	27,12	0,42	0,42	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	10	165,1	22,12	22,12	22,12	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	50	165,1	22,12	22,12	22,12	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	30	26,82	29,37	29,37	29,37	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	44	64,5	16,00	16,00	16,00	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	3,7	36,37	36,37	36,37	36,37	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	3,00	67,36	36,37	36,37	36,37	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	2,57	76	45,37	45,37	45,37	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	2,68	60,00	30,00	30,00	30,00	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	2,40	62,12	41,82	41,82	41,82	0,50	0,50	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	30	130,61	45,82	45,82	45,82	0,50	0,50	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	40	142,96	36,82	36,82	36,82	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	2,02	55,66	29,37	29,37	29,37	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	76	101,25	20,25	20,25	20,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	154	127,13	63,50	62,50	63,50	-0,75	-0,75	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	4	50,4	5,75	5,82	5,82	0,07	0,07	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	44	15,65	62,37	62,37	62,37	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	75	34,39	32,35	34,39	34,39	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	64	36,82	36,82	36,82	36,82	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	15	8,16	2,75	2,82	2,82	-0,26	-0,26	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	79	64,5	20,12	20,12	20,12	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	2,00	50	1,25	1,25	1,25	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	212	143,14	52,12	52,12	52,12	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	24	63,1	19,25	19,00	19,25	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	280	143,14	70,50	69,75	70,50	-0,12	-0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	100	174,2	39,25	36,37	39,25	0,12	0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25	0,00	0,00	
BullRM p	104	152	12,12	11,82	12,12	-0,12	-0,12	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	0,00	0,00	CoocSil	10	33,50	26,25	26,25	26,25			

Series	Priz	Off.	Dem.	Dem. opt.	Vol.	Opt. an
Suite de la page F 8						
Mitel Corp C \$9.30 218						
SP	7.00	2.20	2.40	2.15	45	20
	8.00	1.20	1.40	1.15	10	20
	9.00	0.20	0.25	0.30	105	110
	10.00	0.60	0.65	0.60	15	
DC	9.00	0.70	0.85	0.65	10	815
	10.00	0.25	0.30	0.25	15	862
MR	10.00	0.40	0.50	0.40	18	217
Moore Corp Ltd C \$24 10						
OC	25.00	3.20	4.05	0.20	10	30
National Bank C \$12 185						
JA	10.00	2.15	2.40	2.00	50	286
	11.00	1.25	1.50	1.30	20	23
	12.00	0.55	0.80	0.55	15	1454
AP	10.00	2.20	2.45	0.30	10	10
	12.00	0.70	0.95	0.65	30	209
	12.00	0.40	0.65	0.50	20	100
Netfi Bk Leaps 98 C \$12 60						
JA	9.00	3.55	3.95	3.85	30	160
	9.00	0.20	0.40	0.40	50	286
	10.00	2.70	3.10	3.05	20	295
	10.00	0.05	0.45	0.45	8	87
	12.00	1.20	1.60	1.40	10	323
	12.00	0.55	0.95	0.95	20	82
Netfi Bk Lps 99 C \$12 50						
JA	10.00	2.95	3.45	3.00	50	220
	10.00	0.20	0.70	0.70	80	
	12.00	1.75	2.25	2.25	66	86
	12.00	0.90	1.30	1.30	20	110
	14.00	0.85	1.10			
	14.00	1.55	2.45		20	
Newbridge SCD C \$93.35 381						
SP	65.00	28.20	28.70	27.55	5	15
	70.00	23.20	23.70	23.05	9	83
	72.50	20.70	21.20	20.30	3	10
	75.00	18.80	19.70	18.25	9	31
	80.00	13.20	13.70	13.25	1	45
	85.00	8.20	8.70	8.10	22	110
	90.00	3.00	3.50	3.00	117	78
	95.00	0.35	0.15	0.20	57	136
	95.00	1.55	1.80	1.80	47	
	100.00	6.30	6.80	7.15	5	7
OC	80.00	0.40	0.55	0.50	35	133
	85.00	0.90	1.00	1.05	10	206
	90.00	2.80	3.05	2.90	7	97
	95.00	2.30	2.45	2.30	12	104
	100.00	2.15	2.40	2.60	12	104
DC	65.00	29.35	29.60	28.05	2	56
	70.00	25.50	21.00	20.20	2	92
	90.00	10.35	10.85	10.50	10	647
	95.00	7.85	8.35	7.90	9	145
	110.00	0.15	0.35	0.35	6	280
MR	95.00	3.15	3.85	11.50	11.50	2
Noranda Inc C \$28.10 2 101						
NV	33.00	6.20	6.40	0.30	2	2
Noranda Lps 98 C \$28.10 4						
JA	22.00	6.75	7.50		23	
	22.00	0.20	0.70		30	
	24.00	5.40	5.90		20	
	24.00	0.45	0.95		30	
	26.00	4.15	4.55		30	
	28.00	1.15	1.65		5	
	28.00	3.35	3.55		28	
	28.00	1.80	2.30		42	
	30.00	1.85	2.35		42	
	30.00	2.95	3.45		30	
	32.00	1.15	1.65	1.25	4	76
	32.00	0.25	0.75		10	
Noranda Lps 99 C \$28.10 4						
JA	26.00	4.70	5.45		23	
	26.00	1.40	2.15		30	
	28.00	3.65	4.40		20	
	28.00	2.20	2.95		30	
	30.00	2.90	3.65		20	
	30.00	0.31	3.85		30	
Northern Tel C \$76.30 268						
SP	75.00	1.10	1.35	0.80	35	4
OC	62.50	0.08	0.15	0.06	4	100
	70.00	6.50	7.00	6.25	49	171
	70.00	0.15	0.25	0.14	146	
	75.00	2.70	3.05	2.70	61	387
	75.00	1.15	1.40	1.35	40	202
	75.00	0.70	0.90	0.75	20	93
JA	70.00	8.35	8.85	8.40	3	200
	70.00	1.25	1.50	1.40	13	127
Nova Corp C \$12.250 50						
JA	9.00	3.20	3.40	3.25	10	281
	12.00	0.70	0.85	0.75	10	248
	13.00	0.30	0.40	0.35	30	266
Nova Lps 98 C \$12.250 50						
JA	9.00	3.55	3.95		98	
	9.00	0.10	0.35		12	
	11.00	0.10	0.25		148	
	11.00	0.35	0.60		155	
	13.00	1.00	1.25		477	
	13.00	1.10	1.35		340	
	15.00	0.55	0.70		221	
	15.00	2.60	3.05			
Nova Lps 99 C \$12.250 50						
JA	11.00	2.90	3.10		42	
	11.00	0.50	0.85		32	
	13.00	1.60	1.85		155	
	13.00	1.35	1.60		477	
	15.00	0.90	1.20		340	
	15.00	2.65	3.10		221	
Petro-Canada C \$17.500 100						
SP	17.00	0.50	0.55	0.50	50	50
DC	17.00	0.90	1.05	1.00	50	105
Placer Dome C \$33.10 431						
SP	33.00	0.60	0.80	0.60	21	100
	33.00	0.75	1.00	0.80	100	293
OC	32.50	1.35	1.60	1.40	100	293
	32.50	0.55	0.75	0.70	10	1112
	35.00	0.30	0.45	0.35	160	264
	35.00	2.10	2.35	2.35	20	139
JA	35.00	1.40	1.65	1.40	10	928
AP	32.50	1.90	2.15	1.95	10	50
Placer Lps 98 C \$33.10 10						
JA	25.00	9.65	10.65		14	
	25.00	0.75	0.95		100	
	30.00	3.50	3.90		30	
	30.00	1.65	2.15		53	
	35.00	3.70	4.70		96	
	35.00	2.00	2.95		21	
	40.00	7.10	8.10		119	
	45.00	1.15	1.65		43	
	45.00	10.40	12.40		30	
Placer Lps 99 C \$33.10 10						
JA	25.00	10.95	11.95		14	
	25.00	0.90	1.30		100	
	30.00	7.95	8.95		30	
	30.00	2.50	3.00		53	
	35.00	5.30	6.30		96	
	35.00	4.65	5.65		25	
	40.00	7.80	8.80		119	
	45.00	1.35	1.65		43	
Power Corp Cda C \$24.10 20						
OC	24.00	0.40	0.65	0.55	20	20
NV	24.00	1.25	1.50	1.40	14	55
FB	23.00	0.95	1.20	0.75	3	37
Ranger Oil Cda C \$10.15 99						
SP	10.00	0.10	0.25	0.10	20	140
OC	8.00	2.40	2.65	2.40	10	140
	8.00	0.50	0.75	0.50	130	794
	10.00	0.50	0.75	0.50	15	236
JA	10.00	1.10	1.25	1.10	15	236
AP	10.00	1.30	1.45	1.30	14	70
	11.00	0.75	1.00	0.75	10	30
Renaissance C \$40 20						
Reap Enterprises C \$40 20						
NV	50.00	0.30	0.40	0.35	5	235
FB	50.00	0.45	0.55	0.55	5	235
	6.00	0.20	0.30		10	
	6.00	0.20	0.30		30	
	5.00	0.20	0.30		10	
Mogers Com CI B C \$8.70 54						
JA	10.00	0.40	0.60		54	
Royal Bk Cda C \$38.10 88						
SP	35.00	1.10	1.30		88	
	36.00	0.20	0.30		65	
	36.00	3.15	3.45		60	
	36.00	2.20	2.45		40	
	38.00	0.40	0.55		22	
	35.00	3.55	3.80		70	
	36.00	2.50	2.80		46	
	37.00	1.75	1.95		30	
	38.00	1.10	1.35		82	
	38.00	0.25	1.10		46	
Royal Bk Lps 98 C \$38.10 10						
JA	25.00	13.90	13.80		10	
	25.00	0.01	0.25		25	
	30.00	8.10	8.05		30	
	30.00	0.20	0.55		50	
Royal Bk Lps 99 C \$38.10 12						
JA	30.00	8.55	9.35		98	
	30.00	0.40	0.90		148	
	35.00	4.55	4.45		155	
	35.00	1.70	2.20		477	
	40.00	2.60	3.35		340	
	40.00	0.55	0.75		221	
Royal Oak Mines C \$55.40 42						
SP	50.00	0.35	0.40		42	
	6.00	0.50	0.70		32	
	6.00	0.05	0.10		42	
	6.00	0.15	0.20		32	
	6.00	0.45	0.50		15	
Seagram Co C \$48 15						
SP	45.00	2.95	3.20		15	
	47.50	1.65	1.90		42	
	47.50	0.50	0.85		32	
	50.00	0.60	0.85		15	
	50.00	1.85	2.40		40	
Seagram Lps 98 C \$48 35						
JA	35.00	14.30	14.80		35	
	35.00	0.05	0.25		100	
	40.00	1.15	1.65		40	
	40.00	0.65	0.90		100	
	45.00	1.20	1.50		40	
	50.00	3.95	4.45		50	
	50.00	4.90	5.40		50	
	55.00	2.00	2.25		50	
	55.00	7.90	8.40		50	
Seagram Lps 99 C \$48 14						
JA	40.00	13.05	13.55		14	
	40.00	0.60	0.85		93	
	45.00	9.80	10.60		21	
	45.00	2.80	3.80		119	
	50.00	7.30	8.30		43	
	50.00	5.10	6.10		50	
Softbank Int'l C \$6.55 42						
OC	8.00	0.55	0.70		42	
Stetco Inc A C \$6.50 2						
SP	12.00	1.35	1.50		2	
OC	13.00	0.30	0.40		18	
	13.00	0.65	0.80		25	
	10.00	0.35	0.50		2	
	11.00	2.80	3.05		20	
	11.00	0.60	0.75		20	
	12.00	2.15	2.40		20	
	12.00	0.90	1.05		35	
	13.00	1.70	1.85		99	
	14.00	1.65	1.80		140	
	15.00	1.05	1.10		130	
	11.00	4.25	4.50		140	
	11.00	0.80	0.85		794	
	15.00	2.05	2.10		15	
	15.00	5.50	7.00		20	
TransAlta Corp C \$15.00 30						
NV	16.00	0.35	0.50		30	
TransCan Cda C \$22.40 20						

										CANADA		Année
										Taux d'escompte		2000
										Taux préférentiel		8,0
										Fonds à un jour		6,2
										Bons du trésor (3 mois)		6,6
										Bons du trésor (1 an)		6,9
										Obligations (3 ans)		7,2
										Obligations (5 ans)		7,5
										Obligations (10 ans)		7,8
										Obligations (30 ans)		8,2
										QUÉBEC		
										Bons du trésor (3 mois)		6,7
										Obligations (5 ans)		7,8
										Obligations (10 ans)		8,5
										Obligations (30 ans)		8,9
										ONTARIO		
										Obligations (5 ans)		7,7
										Obligations (10 ans)		8,1
										Obligations (30 ans)		8,6
										ÉTATS-UNIS		
										Taux d'escompte		5,2
										Taux préférentiel		8,7
										Fed Funds		5,7
										Bons du trésor (3 mois)		5,3
										Bons du trésor (1 an)		5,4
										Obligations (3 ans)		5,7
										Obligations (5 ans)		5,9
										Obligations (10 ans)		6,1
										Obligations (30 ans)		6,4
										(Taux communiqués par Tassé & Associés)		
										Les métaux		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										ZINC		
										comptant		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										FERMETURE		
										CUIVRE (catégorie A-)		
										comptant		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										1898-1900		
										1910-1911		
										1900-1910		
										80 526		
										comptant		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										6040-6045		
										6105-6110		
										6175-6185		
										4 998		
										ÉTAIN		
										comptant		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										PLOMB		
										comptant		
										à terme		
										15 mois		
										ventes.....		
										777.5-779.5		
										Le pétrole		
										NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US		
										Vendredi/Jedi		
										Saudi Arabian light		
										20.17		
										North Sea Brent		
										21.87		
										22.16		

Semaine dernière	Cette semaine	(Coe Toronto)
4,25	4,25	
5,75	5,75	
4,16	4,05	
3,74	3,87	
4,51	4,69	
5,73	5,85	
6,41	6,51	
7,26	7,36	
7,77	7,85	
3,84	3,97	
6,65	6,70	
7,66	7,75	
8,31	8,37	
6,51	6,55	
7,39	7,49	
8,04	8,11	
5,00	5,00	
8,25	8,25	
5,33	4,96	
5,20	5,28	
5,73	5,83	
6,28	6,41	
6,47	6,61	
6,72	6,83	
6,95	7,04	
778-780		
750-755		
8054		
qualité supérieure)		
1005-1006.5		
1031-1032		
1105-1110		
0 14 350		
ALUMINIUM		
1374.5-1375.5		
1409.5-1410.5		
1535-1540		
57 777		
KEL (dollars)		
7225-7235		
7340-7345		
7645-7665		
11 880		
le journal		
Sortir		
jeudi		
Presse		

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

CRIQ

CENTRE DE RECHERCHE
INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

PROJET : Le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) sollicite, auprès de fournisseurs spécialisés, des soumissions pour l'achat de deux TOURS CONVENTIONNELS (12" et 17") et d'une FRAISEUSE UNIVERSELLE, type BÉLIER.

CONDITIONS : Le présent appel d'offres est assujéti aux accords sur le Commerce intérieur canadien. Seules seront admissibles et considérées aux fins d'octroi des contrats les offres des fournisseurs possédant les qualifications requises et ayant un établissement au Canada.

DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES : Disponibles à compter du lundi 23 septembre 1996, aux heures normales de bureau : 8 h 30 à 12 h 00, 13 h 00 à 16 h 30.

CRIQ

8475, avenue Christophe-Colomb
Montréal (Québec) H2M 2N9
À l'attention de Monsieur Bernard Boulet
Téléphone : (514) 383-3232

COUT DES DOCUMENTS : 23,00 \$ chacun (non remboursable), payable en argent, par chèque visé ou mandat-poste à l'ordre du CRIQ.

DATE ET HEURE DE CLÔTURE : Vendredi le 11 octobre 1996 à 15 h 00. Les fournisseurs pourront assister à l'ouverture des soumissions qui se tiendra à la salle d'accueil au 8475, avenue Christophe-Colomb, Montréal, immédiatement après l'heure de clôture.

Le CRIQ ne s'engage à accepter aucune des offres reçues même celles offrant le meilleur rapport qualité/prix.

Appel d'offres
M96-124

RAYMOND, CHABOT INC.

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ
Dans l'affaire des faillites de :

FATHALLA (FREDERIC) BARDAKJI, photographe, 10332, Paul Comtois, app. 606, Montréal, Qc, H7N 2B5.

Avis est par la présente donné que FATHALLA (FREDERIC) BARDAKJI, a déposé une cession de ses biens entre les mains de Raymond, Chabot Inc., le 13 septembre 1996 et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 3 octobre 1996 à 9 h 00, au bureau du syndic, au 1200, boul. St-Martin Ouest, bureau 200, Laval, Québec.

MICHEL TÉTRAULT RÉNOVATION EN MAÇONNERIE INC., personne morale, ayant son siège social sis au 13241, rue Desjardins, en la Ville de Pierrefonds, province de Québec, H8Z 1A8.

Avis est par la présente donné qu'une ordonnance de séquestre a été rendue contre 154474 CANADA INC., le 28 août 1996 que la faillite est rétroactive à la date du dépôt de la requête, à savoir le 5 juin 1996 et que RAYMOND, CHABOT INC. a été nommée syndic à cette faillite. La première assemblée des créanciers sera tenue le 3 octobre 1996 à 10 h 00, au bureau du syndic au 1200, boul. St-Martin Ouest, bureau 200, Laval, Québec.

154474 CANADA INC., personne morale ayant fait affaires sous le nom et raison sociale de «Economic Auto Location» au 148, Curé-Labelle, Ste-Rose, Laval, province de Québec, H7V 2R7.

Avis est par la présente donné qu'une ordonnance de séquestre a été rendue contre 154474 CANADA INC., le 28 août 1996 et que la faillite est rétroactive à la date du dépôt de la requête, à savoir le 5 juin 1996 et que RAYMOND, CHABOT INC. a été nommée syndic à cette faillite. La première assemblée des créanciers sera tenue le 3 octobre 1996 à 9 h 30, au bureau du Séquestre Officiel, au 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal, Qc.

160817 CANADA INC., personne morale ayant fait affaires sous le nom et raison sociale de «Econ-Auto» au 148, Curé-Labelle, Ste-Rose, Laval, province de Québec, H7V 2R7.

Avis est par la présente donné qu'une ordonnance de séquestre a été rendue contre 160817 CANADA INC., le 28 août 1996 et que la faillite est rétroactive à la date du dépôt de la requête, à savoir le 5 juin 1996 et que RAYMOND, CHABOT INC. a été nommée syndic à cette faillite. La première assemblée des créanciers sera tenue le 3 octobre 1996 à 10 h 00, au bureau du Séquestre Officiel, au 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal, Qc.

LAVAL, ce 21 septembre 1996

Raymond, Chabot Inc.
Es qualités de syndic aux actifs de
Fathalla (Frédéric) Bardakji
Michel Tétrault Rénovation en maçonnerie Inc.
Jean Gagnon, C.A.C.P.
Responsable des actifs

LAVAL, ce 21 septembre 1996

Raymond, Chabot Inc.
Es qualités de syndic aux actifs de
154474 Canada Inc.
160817 Canada Inc.
Réjean Bouchard, CIP
Responsable des actifs

1200, boul. St-Martin Ouest, bureau 200, Laval (Québec) H7S 2E4
Téléphone : (514) 382-9234 Télécopieur : (514) 663-9850

Autres Avis légaux, Appels d'offres,
et Soumissions en pages B11, B12, G11

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

AVIS est par la présente donné que **LES ÉLECTRONIQUES INCOSPEC INC.**, ayant son siège social et principal établissement situé au 3150, rue Delauney, Laval, Québec, a fait cession de ses biens le 17 septembre 1996, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 10 octobre 1996, à 14 h 00 au bureau du Séquestre Officiel, 5, Place Ville Marie, 8^e étage, dans la ville de Montréal, province de Québec.

Daniel Danino, ca, Syndic, Administrateur de l'actif



RICHTER & ASSOCIÉS INC.

2 Place Alexis Nihon, 22^e étage
Montréal, Québec H3Z 3C2 Téléphone: (514) 934-3497

Commission scolaire
Les Écores

3100, boul. de la Concorde Est
Bureau 210, Laval (Québec)
H7E 2B9

Appel d'offres

A.O.9697-245 PCP

PROJET :
CENTRE PROFESSIONNEL - PHASE 2

OBTENTION DES DOCUMENTS :

Service des ressources matérielles
Immeuble Vanier, porte 12
3995, boul. Lévesque Est, Laval
Le lundi 23 septembre 1996,
à partir de 14 h 00

DÉPÔT POUR L'OBTENTION DES DOCUMENTS :

Un chèque visé ou en argent, à l'ordre du propriétaire, au montant de cent dollars (100,00 \$) NON REMBOURSABLE.

RÉCEPTION ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS :

Le vendredi 18 octobre 1996, à 14 h 00, au centre administratif de la Commission scolaire Les Écores, 3100, boul. de la Concorde Est, bureau 210, à Laval.

Chaque visé ou cautionnement selon un montant équivalent à 10 % du montant de la soumission, établi à l'ordre de la Commission scolaire Les Écores, valide pour soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des soumissions.

Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50 % du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10 % du prix du contrat.

Seules seront considérées, aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., C.B.-1.1).

Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues. De plus, il se réserve le droit d'accepter les soumissions en tout ou en partie.

Pour toute information supplémentaire concernant cet appel d'offres, veuillez téléphoner au (514) 664-1300, poste 2153, du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 16 h 00.

Donné à Laval, le 21 septembre 1996.

Raymonde Venditti-Milot

Secrétaire générale

AVIS DE VENTE PAR SOUMISSION
DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :
CRÉATION MONTAGE INC.

SOLANGE TREMBLAY & ASSOCIÉS INC., en sa qualité de syndic à la faillite de Création Montage Inc., commerce spécialisée dans le montage vidéo, sollicite par la présente des soumissions pour l'achat des actifs suivants : 1 système Avid, 2 systèmes Lightworks, 1 système Acc. équipement informatique, ameublement de bureau et autres.

INSPECTION DES ACTIFS
Les actifs pourront être inspectés le 24 septembre 1996 entre 12 h et 16 h à la place d'affaires de la société sise au 640, St-Paul Ouest, bureau #302, Montréal (Québec). Pour de plus amples informations, veuillez contacter monsieur Christian Lesperance au (514) 395-0570.

CONDITIONS DE VENTE
Les conditions de vente ainsi qu'une liste d'inventaire seront disponibles au moment de l'inspection des actifs. Les conditions seront applicables à chacune des soumissions présentées et il est de la responsabilité du soumissionnaire de s'en procurer copie.

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS
Des soumissions scellées incluant un chèque visé ou une traite bancaire au montant de 15% de l'offre payable à l'ordre du syndic indiquant à l'envers de l'enveloppe «Soumission - Création Montage Inc.» seront reçues au bureau de Solange Tremblay & Associés Inc., 1, Place Ville-Marie, bureau 3825, Montréal (Québec) H3B 4M6 au plus tard le jeudi 26 septembre 1996 à 16 h, à laquelle les soumissions seront ouvertes. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des soumissions.

solange tremblay & associés inc.
syndics à gestionnaires
1, Place Ville-Marie, bureau 3825
Montréal (Québec) H3B 4M6
Tél.: (514) 395-0570
Téléc.: (514) 395-0507

AFFILIÉE À MARTIN & ASSOCIÉS

AVIS DE LA PREMIÈRE
ASSEMBLÉE

Dans l'affaire de la faillite de :

156163 CANADA INC., corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires au 1280, rue Lachance, St-Vincent-de-Paul, Laval, Québec H7C 2N7.

Corporation faillite

AVIS est par les présentes donné que 156163 CANADA INC., a fait cession de ses biens en vertu de la Loi sur la faillite sera rétroactive à la date du dépôt de l'avis d'intention de faire une proposition soit, 21^e jour d'août 1996.

Que la première assemblée des créanciers sera tenue le 3^e jour d'octobre 1996 à 10 h 00 au bureau du Séquestre Officiel, 5, Place Ville-Marie, 8^e étage, Montréal, Québec.

Ce 12^e jour de septembre 1996.

Richard Primeau, C.A., C.I.P.
Syndic Administrateur



LE GROUPE MMG

MOUQUÉ, MÉNARD, GIROUX,
DU TEMPLE INC.
Syndic de faillite

PLACE MONTEGEE,
101, BOUL. ROLLAND-THERIEN, BUREAU 500
LONGUEUIL (QUÉBEC) J4H 4B8
(514) 679-7020 • (514) 875-6215

HÔPITAL
GRACE DART
HOSPITAL

APPEL D'OFFRES GD 96005

L'Hôpital Grace Dart requiert des offres pour l'équipement, les matériaux et la main-d'œuvre nécessaires à l'installation complète de :

57 LÈVE-PERSONNES SUR RAILS

DEMANDEUR :
Hôpital Grace Dart
6085, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1N 1C2

ÉLIGIBILITÉ :
Seules sont admis à soumissionner les entreprises ayant leur place d'affaires dans la province de Québec et en mesure de respecter les obligations prévues au présent document d'appel d'offres.

OBTENTION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS :
À partir du 23 septembre 1996 à 9 h, au Centre de soins prolongés de Montréal, 5155, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Service de l'approvisionnement, M. Claude Roy, tél. : (514) 255-2833, poste 209.

RÉCEPTION DES DOCUMENTS :
Centre de soins prolongés de Montréal, Service de l'approvisionnement, M. Claude Roy, le 2 octobre 1996 à 15 h.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS :
Le 2 octobre 1996 à 15 h, salle de conférence, bureau C-113.

Le demandeur ne s'engage à accepter ni la plus basse, toute autre soumission ou toutes les soumissions pour quelque cause que ce soit.

ENCANS

VENTE PAR SOUMISSION
IMMEUBLE COMMERCIAL

22, rue Louis
WATERLOO (Québec)

Nous vous demandons des offres pour l'acquisition de cet immeuble commercial de 3 étages avec au rez-de-chaussée un bar-laverie et 12 logements de 11^e et 4^e. Ce bâtiment est recouvert de bois traité et stucco sur un terrain de plus de 20 000 pi car, situé au centre-ville.

VISITE : LE MERCREDI 2 OCTOBRE 1996 DE 13 H 30 À 15 H 30

Vos soumissions devront nous parvenir dans des enveloppes scellées portant la mention Hôtel Waterloo, accompagnées d'un chèque au montant de 10 % de votre soumission, payable à l'ordre de Daniel Paul-Hus en fidéjussure, au plus tard le lundi 7 octobre 1996 à 10 h 30.

au 635, rue Papineau, St-Hyacinthe
N.B. Le vendeur ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Pour toutes informations supplémentaires, vous adresser à

DANIEL PAUL-HUS
tél. : (514) 773-5660

635, rue Papineau, St-Hyacinthe (Québec)

ENCAN PUBLIC
EQUIPEMENT DE RESTAURANT,
(à l'état neuf)

Le mercredi 25 septembre 1996 à 10 h 30 au

730, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal (Québec)
Liste partielle : Réfrigérateur 2 portes, FOSTER, mod. : SC25 SS-9, avec table réfrigérée 3 portes, comp. int., 96" x 36" au gaz VULCAN 30", avec base • Table chaudière électrique 96" • Présentoir chauffant 38", CUSTON • Table réfrigérée 48", comp. int. • Chambre réfrigérée FOSTER 36" x 72" x 84" • Machine à glace KOLD-DRAFT • Réfrigérateur 2 portes, FOSTER, mod. : DR 48T • Table en a/l, 24" x 38" avec desservant • Table à sandwich réfrigérée 60" • Table réfrigérée 60" x 24" • Casseroles GARLAND, 6 ronds • Work simple ASTOR • Hotte 96", avec retour d'air, a/l • Cu. Safety First • 2 tables réfrigérées avec comp. à distance • Évén. double a/l, 48" • Table de travail 30" x 48" • Cuisine empileuse SHARP • 25 chaises en bois de style • 24 tabourets 24" x 24" • Basse en fonte • 2 bancs • 2 poubelles • 2 poubelles • 11 frites mariales • 89 calottes • Escargot 24" x 48" • Photo menu 18" x 18" • Hotte hot 48" x 36" • Système de protection d'incendie KIDDE, mod. : Aqua Safe • Distributeurs à boissons gazeuses • Compteur cuisine • Réserve à glace • Meuble à café avec desservant • Verres • Chariot RUBBERMAID • Étagère CARALL • 6 tablettes en a/l, 12" x 60" • Table de service 24" x 30" • Étagère à gâteaux • 2 tablettes 8" x 7" • Etc.

Inspection : Le mardi 24 septembre 1996, de 10 h à 16 h

Conditions : 25 % à l'adjudication, la balance argent comptant ou chèque visé

Balance : argent comptant ou chèque visé

GESTION BARIL INC.

800, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 2450
Montréal (Québec) H3B 4V7

Tél. : (514) 397-0114, fax : (514) 766-1883

Commissaire-priseur

AVIS PUBLIC

DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE
RESTAURANT LE BOULVARDIA
SERONT VENDUS PAR :

ENCAN

LE : MARDI 24 SEPTEMBRE 1996 À 10 H 30

AU : 2, RUE LE ROYER MONTRÉAL (QUÉBEC)

INSPECTION : LE 23 SEPTEMBRE 1996 DE 9 H 30 À 16 H 30

RESTAURANT/BAR : Tables en marbre • Chaises tissu • Chaises

brasserie • Buffets antiques • Sofa et fauteuil cuir • Tabourets

de bar • Miroirs • Cadre antique • Système de son • Pompe à

bière double avec frigidaire 2 portes • Lavabo de bar • Machine à

glace Scotsman • Machine à espresso Faema avec meule • Frigidaire à

bière 5 portes • Machine à café Bunn-O-Matic • Comptoir de bar • Desserte • 2

peintures japonaises sur soie, etc.

CUISINE : 2 frigidaire Danby • 2 lavabos a/inox • Lavabo a/inox

double • Congélateur Viking • Mélangeur Hobart • Trancheur •

Balance Nova • Table a/inox • Micro-ondes • Comptoir réfrigéré

2 portes • Friteuse • Grill • Plaque chauffante • Salamandre •

Four Garland 6 ronds • 2 tables à vapeur • Comptoir à salade •

Vaisselle • Chaudrons, etc.

BUREAU : Bureau, chaises, filières, etc.

Conditions : 25% comptant à l'adjudication

solde payable comptant ou par chèque visé

frais d'acheteur 10% S2420958

ENCAN AUCTION IMPERIAL
(514) 949-8877

ENCAN PUBLIC

PRÉAVIS

LITWIN-BOYADJIAN SYNDICS
DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE
POURVOIRIE J.B. SCOTT 2000 INC.

COMPRENANT
CAMP PRINCIPAL • 17 CHALETES • ÉQUIPEMENT •

PLANS AMÉRICAIN ET EUROPÉEN

131 km² — TERRITOIRE EXCLUSIF ZONE 15

VOIR NOTRE ANNONCE, LE SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1996

FOURNIER
ENCANTEURS

2380 M^{te} Masson, Laval, Qc H7E 4P2 • Fax: 666-0562

ENCAN PUBLIC

Selon les mandats d'institutions financières

19 DOSSIERS DIFFÉRENTS

Bureau • Mach. à bois • Equip. garage • métal • Mach. à coudre • Equip. nettoyeur • Vêtements • Mob. magasin • Lits forger • Divers • Etc.

(ici trop long à énumérer)

seront vendus

LE JEUDI 25 SEPTEMBRE 1996 À 10 h 30

AU: 2380, Montée Masson, Duvernay, Laval

(Autoroute Laval Est (440) ou Aut. 25, sortie 16, à gauche)

INSPECTION : Le mercredi 25 septembre 1996 de 9 h à 17 h

CONDITIONS : 25% à l'adjudication, balance comptant ou chèque certifié, sujet aux conditions affichées.

FOURNIER
ENCANTEURS

2380 M^{te} Masson, Laval, Qc H7E 4P2 • Fax: 666-0562

ENCAN PUBLIC

DANS LES FAILLITES DE :

MEDINTECH • 9015-1077 QUÉ. INC. • COMM. BÉNARD LÉE, ETC.

POUR NOTRE COMPTE ET/OU AUTRES PARTIES INTERESSÉES

MOBILIER DE BUREAU

LE : MARDI 24 SEPTEMBRE 1996 À 10 H 30 PRÉCISES

ENDROIT : 7755, ST-LAURENT, PORTE # 201, MONTRÉAL, QUÉBEC

15^e ET 16^e AU PARC JARRY AU SUD DU BOUL. MÉTROPOLITAIN

INSPECTION : LE LUNDI 23 SEPTEMBRE DE 10 H À 16 HEURES

(4) BUREAUX ET CRÉDENCES EXÉCUTIFS EN AÇAJOU • (2) TABLES

BUREAUX EXÉCUTIFS EN « P » EN AÇAJOU • (9) TABLES DE CONFÉ-

RENCE, AÇAJOU, MÉLAMINE, 6' x 12" • (10) CLASSEURS 2-3-4-5 TI-

ROIRS • (12) BUREAUX EXÉCUTIFS/RÉGULIERS/CRÉDENCES EN

MÉLAMINE NOIR, GRIS, AÇAJOU, CHÊNE PALE, BLANC, ETC. • (7)

ARMOIRES DE RANGEMENT • (50) CHAISES EXÉCUTIVES, CLIENTS,

ETC., CUIR, TISSU • POSTES DE TRAVAIL

(2) SUPERBES UNITÉS DE RÉCEPTION

ÉQUIPEMENT DE BUREAU :

(5) ORDINATEURS 486DX, ÉCRAN COULEUR, ETC. • (15) LOGICIELS

LOTUS, WORDPERFECT, DOS, MS, ETC. • CARTE DE RÉSEAUX NO-

VELL • IBM POWER SERVER 220 • SERVEUR NOVELL • IMPRIMAN-

TES, DATA PROCTER 1660 LASER • SAMSUNG FL1051A, RAVEN

PR1000, ROLAND PR15